

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Deuxième trimestre de 2021

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Deuxième trimestre de 2021

Table des matières

1.	PRÉFACE	1
2.	APERÇU DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'INDUSTRIE	3
3.	PERFORMANCE FINANCIÈRE	4
3.1	Performance financière consolidée	4
3.2	Performance du secteur Détail	12
3.3	Performance du secteur Services Financiers	20
3.4	Performance du secteur CT REIT	24
4.	ANALYSE DU BILAN, LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT	27
5.	CAPITAUX PROPRES	34
6.	QUESTIONS FISCALES	35
7.	MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES ET MESURES NON CONFORMES AUX PCGR	36
8.	PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES	46
9.	CONTRÔLES ET PROCÉDURES	46
10.	RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	47
11.	ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE	47
12.	DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET AUTRES COMMUNICATIONS AUX INVESTISSEURS	47

1. Préface

1.1 Définitions

Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos », « Société Canadian Tire » et « Société » désignent tous La Société Canadian Tire Limitée, sur une base consolidée. Le présent document mentionne également les trois secteurs opérationnels à présenter de la Société : le « secteur Détail », le « secteur Services Financiers » et le « secteur CT REIT ».

Les résultats financiers du secteur Détail proviennent des entreprises exploitées par la Société sous les enseignes de détail de la Société, soit Canadian Tire, PartSource, la Division pétrolière, Essence+, Party City, Mark's, Mark's Work Wearhouse, L'Équipeur, Helly Hansen, SportChek, Sports Experts, Atmosphere, Pro Hockey Life (« PHL »), National Sports, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Dans le présent document :

« Canadian Tire » désigne les activités de vente au détail d'articles d'usage courant et de services exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire, PartSource, PHL et Party City, ainsi que les activités de vente au détail d'essence de la Division pétrolière.

Les « magasins Canadian Tire » et les « postes d'essence Canadian Tire » désignent les magasins et les postes d'essence (qui peuvent comprendre des dépanneurs, des lave-autos et des postes de propane), exploités sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

Les « marques maison » désignent les marques détenues par la Société et elles sont gérées par la division des marques grand public du secteur Détail.

« CT REIT » désigne les activités exercées par CT Real Estate Investment Trust et ses filiales, y compris CT REIT Limited Partnership (la « société en commandite CT REIT »).

Les « Services Financiers » désignent les activités exercées par les Services Financiers de la Société et ses filiales, notamment la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque ») et CTFS Bermuda Ltd. (« CTFS Bermuda »), une société de réassurance des Bermudes.

« Helly Hansen » désigne les entreprises internationales de vente de gros et de détail qui exploitent les marques Helly Hansen et Musto.

« Bon départ » désigne la Fondation Bon départ de Canadian Tire.

« Mark's » désigne les activités de détail et de commerce de gros commercial exercées par Mark's Work Wearhouse Ltd., et les « magasins Mark's » comprennent les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce Mark's, Mark's Work Wearhouse et L'Équipeur.

Les « magasins PartSource » désignent les magasins exploités sous le nom et les marques de commerce PartSource.

« Party City » désigne l'entreprise d'articles de fête qui exerce ses activités sous le nom et les marques de commerce Party City au Canada.

La « Division pétrolière » désigne les activités de vente au détail d'essence exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

« SportChek » désigne les activités de détail exercées par FGL Sports Itée, y compris les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce SportChek, Sports Experts, Atmosphere, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Certains autres termes employés dans le présent document sont définis la première fois qu'ils sont utilisés.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

1.2 Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations qui sont de nature prospective et qui peuvent constituer de l'« information prospective » aux termes des lois applicables sur les valeurs mobilières. Les résultats ou les événements réels peuvent diverger sensiblement des prévisions ainsi que des déclarations concernant les plans ou les aspirations de la Société qui sont présentés dans le présent rapport de gestion, en raison des incertitudes et des risques inhérents aux entreprises qu'exploite la Société et de la conjoncture économique générale. La Société ne peut garantir que les prévisions en matière de performance financière ou opérationnelle de l'exploitation ni que les plans et les aspirations se concrétiseront vraiment ni, si c'est le cas, qu'elles donneront lieu à une hausse du cours des actions de la Société. Se reporter à la section 12 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur la mise en garde relative aux déclarations prospectives.

1.3 Examen et approbation par le conseil d'administration

Le conseil d'administration, faisant suite aux recommandations formulées par le comité d'audit, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion le 11 août 2021.

1.4 Comparaisons relatives au trimestre et à l'exercice contenues dans ce rapport de gestion

À moins d'indication contraire, tous les résultats du deuxième trimestre de 2021 (période de 26 semaines close le 3 juillet 2021) sont comparés aux résultats du deuxième trimestre de 2020 (période de 26 semaines close le 27 juin 2020).

Les résultats du deuxième trimestre de 2021 sont également comparés aux résultats du deuxième trimestre de 2019 dans le présent rapport de gestion afin de présenter une comparaison plus significative avec le dernier trimestre comparable avant le début de la pandémie de COVID-19.

1.5 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), également désignées par l'appellation principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »), au moyen des méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

1.6 Estimations et hypothèses comptables

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société conformes aux normes IFRS exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur la présentation des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. Se reporter à la section 7.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

1.7 Mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières additionnelles conformes aux PCGR et non conformes aux PCGR

La Société a cerné plusieurs mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR que la direction estime utiles pour évaluer la performance de la Société. Cependant, les lecteurs sont prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter aux sections 7.3.1 et 7.3.2 pour plus d'information sur ces mesures.

1.8 Arrondissement et pourcentages

Des chiffres arrondis sont utilisés tout au long du rapport de gestion. Toutes les variations en pourcentage d'un exercice à l'autre sont calculées au dollar près, sauf pour ce qui est de la présentation du bénéfice par action (le « BPA ») de base et du BPA dilué, pour lesquels les variations d'un exercice à l'autre en pourcentage sont basées sur des montants fractionnés.

1.9 Information financière prospective

Compte tenu de l'incertitude qui plane toujours quant à la durée et à la gravité de la COVID-19 ainsi qu'à son incidence sur l'économie, sur la demande des consommateurs et sur les activités, la Société estime qu'il n'est pas approprié à l'heure actuelle de présenter de l'information financière prospective concernant ses aspirations financières et ses attentes à l'égard de ses dépenses d'investissement et de son taux d'imposition effectif annuel.

2. Aperçu de la Société et de l'industrie

La Société Canadian Tire Limitée (TSX : CTC.A) (TSX : CTC) est une famille d'entreprises qui comprend un secteur Détail, un secteur Services Financiers et CT REIT. À la tête de nos activités de détail se trouve Canadian Tire, fondée en 1922, qui offre aux Canadiens des articles pour la vie au Canada grâce à ses divisions Au foyer, Au jeu, À l'atelier, Au volant et Articles saisonniers et de jardinage. PartSource, Essence+, Party City et Pro Hockey Life sont des entreprises clés du réseau Canadian Tire. Le secteur Détail comprend également Mark's/L'Équipeur, un détaillant de premier plan de vêtements de travail et tout-aller; ainsi que SportChek, Hockey Experts, Sports Experts, Intersport et Atmosphere, qui offrent les meilleures marques de vêtements pour la vie active. Les quelque 1 731 magasins de détail et postes d'essence sont soutenus par le secteur Services Financiers et par des dizaines de milliers d'employés de la Société dans l'ensemble du Canada et ailleurs dans le monde, ainsi que par les marchands associés Canadian Tire (les « marchands »), les franchisés et les détaillants de la Division pétrolière à l'échelle locale. Par ailleurs, la Société Canadian Tire détient la marque Helly Hansen, chef de file mondial dans le domaine du vêtement de sport et de travail dont le siège social est situé à Oslo, en Norvège, et dont les résultats sont inclus dans ceux du secteur Détail. Une description des activités de la Société et de certaines de ses capacités fondamentales se trouve dans la notice annuelle de 2020 de la Société (la « notice annuelle de 2020 »), notamment à la section 2, Description des activités, ainsi que sur le site Web de profil d'entreprise de la Société (<https://corp.canadiantire.ca/French/home/default.aspx>) et celui des relations avec les investisseurs (<https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>).

3. Performance financière

3.1 Performance financière consolidée

3.1.1 Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2 2021	T2 2020	Variation	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Variation
Ventes au détail ¹	4 882,6 \$	4 375,7 \$	11,6 %	8 000,4 \$	7 132,8 \$	12,2 %
Produits	3 918,5 \$	3 161,8 \$	23,9 %	7 241,4 \$	6 010,1 \$	20,5 %
Marge brute en dollars	1 345,0 \$	940,7 \$	43,0 %	2 531,4 \$	1 879,9 \$	34,7 %
Marge brute en pourcentage des produits	34,3 %	29,8 %	457 pb	35,0 %	31,3 %	368 pb
Autres (produits) charges	(9,2) \$	32,8 \$	n.s. ²	(26,0) \$	24,2 \$	n.s. ²
Frais de vente, généraux et administratifs	940,5	830,2	13,3 %	1 831,9	1 706,9	7,3 %
Charges financières nettes	56,2	69,4	(18,8) %	113,5	137,6	(17,5) %
Bénéfice avant impôt	357,5 \$	8,3 \$	4 207,2 %	612,0 \$	11,2 \$	5 378,0 %
Charge (économie) d'impôt	98,4	6,0	1 540,0 %	166,5	(3,3)	n.s. ²
Taux d'imposition effectif	27,5 %	n.s. ²	n.s. ²	27,2 %	n.s. ²	n.s. ²
Bénéfice net	259,1 \$	2,3 \$	11 062,1 %	445,5 \$	14,5 \$	2 963,9 %
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux :						
Actionnaires de la Société Canadian Tire	223,6 \$	(20,0) \$	n.s. ²	375,4 \$	(33,3) \$	n.s. ²
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	35,5	22,3	59,4 %	70,1	47,8	46,6 %
	259,1 \$	2,3 \$	11 062,1 %	445,5 \$	14,5 \$	2 963,9 %
BPA de base	3,68 \$	(0,33) \$	n.s. ²	6,17 \$	(0,55) \$	n.s. ²
BPA dilué	3,64 \$	(0,33) \$	n.s. ²	6,11 \$	(0,55) \$	n.s. ²
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :						
De base	60 807 850	60 808 137	n.s. ²	60 807 850	60 989 252	n.s. ²
Dilué	61 439 643	60 808 137	n.s. ²	61 422 647	60 989 252	n.s. ²

1. Les ventes au détail constituent une mesure clé de performance opérationnelle. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

2. Non significatif.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente le bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de la Société. Pour plus d'information, se reporter à la note 15 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
Services Financiers				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 20,0 % (2020 – 20,0 %)	18,3 \$	7,3 \$	36,7 \$	17,4 \$
CT REIT				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 30,9 % (2020 – 30,8 %)	16,7	15,4	32,9	30,8
Filiale du secteur Détail				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 50,0 % (2020 – 50,0 %)	0,5	(0,4)	0,5	(0,4)
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	35,5 \$	22,3 \$	70,1 \$	47,8 \$

Programme d'efficacité opérationnelle

Au cours du deuxième trimestre de 2021, la Société a poursuivi l'exécution de son programme d'efficacité opérationnelle et des initiatives connexes et demeure en bonne voie d'atteindre sa cible d'économies annualisées de 200 millions de dollars et plus d'ici 2022.

Éléments de normalisation

Pour le deuxième trimestre de 2021 et de 2020, les résultats d'exploitation comprennent des coûts liés au programme d'efficacité opérationnelle de la Société, qui sont considérés comme des éléments de normalisation. Au cours du trimestre, la Société a engagé des coûts de 1,7 million de dollars au titre de radiations des stocks qui ont été inclus dans les coûts des activités génératrices de produits, ainsi que des coûts de 5,1 millions, principalement au titre des coûts relatifs aux projets de TI et aux indemnités de départ liés à diverses initiatives dans le cadre du programme d'efficacité opérationnelle.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
Programme d'efficacité opérationnelle	6,8 \$	6,3 \$	15,5 \$	13,8 \$

Les résultats normalisés sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR, se reporter à la section 7.3.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2 2021	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T2 2021	T2 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T2 2020	Variation ²
Produits	3 918,5 \$	— \$	3 918,5 \$	3 161,8 \$	— \$	3 161,8 \$	23,9 %
Coût des activités génératrices de produits	2 573,5	(1,7)	2 571,8	2 221,1	—	2 221,1	15,8 %
Marge brute	1 345,0 \$	1,7 \$	1 346,7 \$	940,7 \$	— \$	940,7 \$	43,2 %
Taux de la marge brute	34,3 %	4 pb	34,4 %	29,8 %	—	29,8 %	462 pb
Autres (produits) charges	(9,2) \$	— \$	(9,2) \$	32,8 \$	— \$	32,8 \$	n.s. ³
Frais de vente, généraux et administratifs	940,5	(5,1)	935,4	830,2	(6,3)	823,9	13,5 %
Charges financières nettes	56,2	—	56,2	69,4	—	69,4	(18,8) %
Bénéfice avant impôt	357,5 \$	6,8 \$	364,3 \$	8,3 \$	6,3 \$	14,6 \$	2 395,2 %
Charge d'impôt	98,4	1,8	100,2	6,0	1,7	7,7	1 201,3 %
Bénéfice net	259,1 \$	5,0 \$	264,1 \$	2,3 \$	4,6 \$	6,9 \$	3 727,5 %
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Société	223,6	5,0	228,6	(20,0)	4,6	(15,4)	n.s. ³
BPA dilué	3,64 \$	0,08 \$	3,72 \$	(0,33) \$	0,08 \$	(0,25) \$	n.s. ³

1. Se reporter au tableau sur les éléments de normalisation de la présente section pour plus d'information.

2. Variation entre les résultats normalisés.

3. Non significatif.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Cumul annuel T2 2021	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du cumul annuel T2 2020	Variation ²
Produits	7 241,4 \$	— \$	7 241,4 \$	6 010,1 \$	— \$	6 010,1 \$	20,5 %
Coût des activités génératrices de produits	4 710,0	(1,7)	4 708,3	4 130,2	—	4 130,2	14,0 %
Marge brute	2 531,4 \$	1,7 \$	2 533,1 \$	1 879,9 \$	— \$	1 879,9 \$	34,7 %
Taux de la marge brute	35,0 %	2 pb	35,0 %	31,3 %	—	31,3 %	370 pb
Autres (produits) charges	(26,0) \$	— \$	(26,0) \$	24,2 \$	— \$	24,2 \$	n.s. ³
Frais de vente, généraux et administratifs	1 831,9	(13,8)	1 818,1	1 706,9	(13,8)	1 693,1	7,4 %
Charges financières nettes	113,5	—	113,5	137,6	—	137,6	(17,5) %
Bénéfice avant impôt	612,0 \$	15,5 \$	627,5 \$	11,2 \$	13,8 \$	25,0 \$	2 410,0 %
Charge (économie) d'impôt	166,5	4,1	170,6	(3,3)	3,7	0,4	n.s. ³
Bénéfice net	445,5 \$	11,4 \$	456,9 \$	14,5 \$	10,1 \$	24,6 \$	1 757,3 %
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Société	375,4	11,4	386,8	(33,3)	10,1	(23,2)	n.s. ³
BPA dilué	6,11 \$	0,18 \$	6,29 \$	(0,55) \$	0,17 \$	(0,38) \$	n.s. ³

1. Se reporter au tableau sur les éléments de normalisation de la présente section pour plus d'information.

2. Variation entre les résultats normalisés.

3. Non significatif.

Analyse des résultats consolidés

Pour le deuxième trimestre de 2021, le BPA dilué s'est établi à 3,64 \$ par action, en hausse de 3,97 \$ par rapport à l'exercice précédent. Le BPA dilué normalisé s'est établi à 3,72 \$, en hausse de 3,97 \$ par rapport à l'exercice précédent, en raison de la forte croissance de la marge brute en dollars attribuable à la croissance solide des produits de toutes les enseignes du secteur Détail, particulièrement chez Canadian Tire, dont les livraisons aux marchands se sont accrues. Le bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail s'est établi à 215,4 millions de dollars, soit une augmentation de 275,3 millions, comparativement à une perte de 59,9 millions à l'exercice précédent, et les produits du secteur Détail se sont établis à 3 623,2 millions, une hausse de 27,1 pour cent par rapport à l'exercice précédent. La marge brute en dollars normalisée du secteur Détail s'est chiffrée à 1 072,8 millions de dollars, une hausse de 41,7 pour cent, en excluant la Division pétrolière, par rapport à l'exercice précédent. En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute normalisée du secteur Détail a augmenté de 430 points de base, favorisée par les résultats de Canadian Tire, de SportChek et de Mark's. Le taux de la marge de Canadian Tire s'est amélioré, principalement en raison de la composition favorable des articles et des prix, partiellement contrebalancée par la hausse des coûts de transport par rapport à l'exercice précédent. Le taux de la marge de SportChek et de Mark's s'est amélioré en raison de la hausse des ventes en magasin et du moins grand nombre de promotions et de réductions de prix par rapport à l'exercice précédent. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail se sont établis à 903,2 millions de dollars, en hausse de 109,4 millions, principalement en raison des coûts liés au volume au sein de la chaîne d'approvisionnement, de la hausse des charges liées au personnel du fait que le deuxième trimestre de 2020 incluait un profit lié à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de la rémunération fondée sur des actions à l'exercice précédent, partiellement compensés par la baisse des coûts liés à la COVID-19 et par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits, se sont établis à 24,4 pour cent, une hausse de 105 points de base, la solide croissance des produits ayant surpassé l'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs.

Analyse des résultats consolidés (suite)

Le bénéfice avant impôt du secteur Services Financiers s'est établi à 125,3 millions de dollars, soit une hausse de 145,7 pour cent, partiellement attribuable à une réduction de 31,2 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues à l'égard des créances sur prêts, comparativement à une augmentation de 44,3 millions de la correction de valeur pour l'exercice précédent. La réduction de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est attribuable à la vigueur continue des mesures relatives au portefeuille, comme en témoigne le maintien de paiements solides et de taux de défaillance favorables. Malgré l'amélioration du risque global, la direction continue d'évaluer la correction de valeur en prenant en considération le niveau d'incertitude, compte tenu de la poursuite des mesures financières de relance, des récents confinements et des nouveaux variants préoccupants du coronavirus (« COVID-19 »), entre autres indicateurs de la santé économique.

Au cours du trimestre, la Société a continué de mettre en œuvre des mesures d'envergure afin de soutenir ses entreprises et de protéger la santé et le bien-être de ses employés, de ses clients, de ses marchands et de ses franchisés, ainsi que de soutenir les communautés locales.

Au cours du deuxième trimestre de 2021, conformément aux avis et directives émis par les autorités gouvernementales locales, la Société a fait l'objet de restrictions à divers degrés à l'égard de ses activités des magasins du secteur Détail, qu'il s'agisse des fermetures temporaires de magasins, des restrictions temporaires à la vente de certaines catégories de produits ou des restrictions relatives aux heures d'ouverture des magasins et à la capacité d'accueil en magasin, dans l'ensemble de son réseau de magasins du secteur Détail partout au Canada et relativement à ses activités d'Helly Hansen à l'étranger. Se reporter à la section 3.2 pour plus de détails sur les restrictions imposées aux activités du réseau de magasins du secteur Détail de la Société au cours du trimestre. Bien que ces restrictions continuent d'avoir une influence sur la performance financière de la Société, l'incidence en vue de prendre en charge les exigences changeantes a été absorbée par les activités quotidiennes de la Société.

Comme il est présenté dans le rapport de gestion du deuxième trimestre de 2020, les résultats financiers consolidés de la Société pour le deuxième trimestre de 2020, compte non tenu de la perte de produits découlant de la fermeture temporaire de magasins des enseignes SportChek et Mark's, ont subi une incidence négative de 41,7 millions de dollars sur le bénéfice, ou 0,57 \$ sur le BPA, attribuable à l'incidence des perturbations des marchés liées à la COVID-19 sur le secteur Détail. Cette incidence se détaille comme suit :

- des charges d'exploitation additionnelles de 41,2 millions de dollars directement attribuables aux mesures liées à la COVID-19 déployées par la Société, y compris un paiement de soutien spécial pour les employés de première ligne actifs et les frais liés aux protocoles de sécurité plus rigoureux pour les employés et les clients, qui sont comptabilisées dans les frais de vente, généraux et administratifs;
- des charges pour perte de valeur de 27,9 millions de dollars relativement à l'incidence que le contexte macroéconomique devait avoir sur le calendrier et l'exécution de certaines stratégies de croissance liées à Musto, la marque d'articles pour la voile de la Société, et sur les flux de trésorerie futurs, particulièrement pour certains magasins SportChek, comptabilisées dans les autres (produits) charges;
- un bénéfice net additionnel de 27,4 millions de dollars résultant de la reprise du cours de l'action par rapport au premier trimestre de 2020, ce qui a donné lieu à un ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de rémunération fondée sur des actions, comptabilisé dans les frais de vente, généraux et administratifs.

Analyse des résultats consolidés (suite)

	T2 2021	Cumul annuel
Sommaire des résultats consolidés	<p>▲ BPA dilué : 3,97 \$ par action</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits consolidés se sont établis à 3 918,5 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 756,7 millions, ou 23,9 pour cent. En excluant la Division pétrolière, les produits consolidés se sont chiffrés à 3 517,7 millions de dollars, soit une hausse de 20,4 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance des produits du secteur Détail, malgré l'incidence du maintien de restrictions liées à la COVID-19, partiellement contrebalancée par la baisse des produits du secteur Services Financiers. Les produits du secteur Détail ont augmenté pour toutes les enseignes, en raison de la croissance solide de Canadian Tire. La baisse des produits du secteur Services Financiers est principalement attribuable à la diminution des frais de cartes de crédit, qui découle de la baisse du volume des créances par rapport à l'exercice précédent. La marge brute consolidée en dollars s'est établie à 1 345,0 millions de dollars, en hausse de 404,3 millions, ou 43,0 pour cent, et la marge brute consolidée normalisée en dollars s'est établie à 1 346,7 millions, en hausse de 43,2 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute en dollars est principalement attribuable au secteur Détail, stimulé par la solide croissance de toutes les enseignes de détail, en particulier Canadian Tire. Le secteur Services Financiers a également contribué à l'augmentation de la marge brute, en raison de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues et de la diminution des radiations, déduction faite des recouvrements, par rapport à l'exercice précédent. Les autres produits se sont établis à 9,2 millions de dollars, soit une hausse de 42,0 millions, comparativement à des charges de 32,8 millions à l'exercice précédent, principalement en raison d'une charge pour perte de valeur de 27,9 millions enregistrée dans le secteur Détail à l'exercice précédent. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au cours du trimestre considéré. Les profits de change non liés à l'exploitation et la hausse des profits liés aux biens immobiliers au cours de l'exercice en cours ont également contribué à l'augmentation des produits. 	<p>▲ BPA dilué : 6,66 \$ par action</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits consolidés se sont établis à 7 241,4 millions de dollars, soit une hausse de 1 231,3 millions, ou 20,5 pour cent. En excluant la Division pétrolière, les produits consolidés se sont chiffrés à 6 497,4 millions de dollars, soit une hausse de 20,7 pour cent favorisée par la croissance des produits du secteur Détail, malgré l'incidence du maintien de restrictions liées à la COVID-19, partiellement contrebalancée par la baisse des produits du secteur Services Financiers. L'augmentation des produits du secteur Détail a été stimulée par la forte croissance de toutes les enseignes, avec Canadian Tire en tête. La baisse des produits du secteur Services Financiers est principalement attribuable à la diminution des frais de cartes de crédit, qui découle de la baisse du volume des créances par rapport à l'exercice précédent. La marge brute consolidée en dollars s'est établie à 2 531,4 millions de dollars, en hausse de 651,5 millions, ou 34,7 pour cent. La marge brute normalisée en dollars s'est établie à 2 533,1 millions de dollars, en hausse de 653,2 millions, ou 34,7 pour cent, ce qui est principalement attribuable au secteur Détail, stimulé par la solide croissance de toutes les enseignes, avec Canadian Tire en tête. Le secteur Services Financiers a également contribué à l'augmentation de la marge brute, en raison de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 52,3 millions de dollars et de la diminution des radiations, déduction faite des recouvrements, par rapport à l'exercice précédent. Les autres produits se sont établis à 26,0 millions de dollars, soit une hausse de 50,2 millions, comparativement à des charges de 24,2 millions à l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable au secteur Détail, en raison d'une charge pour perte de valeur de 27,9 millions comptabilisée à l'exercice précédent, ainsi qu'aux profits de change non liés à l'exploitation et à la hausse des profits liés aux biens immobiliers par rapport à l'exercice précédent.

Analyse des résultats consolidés (suite)

T2 2021	Cumul annuel
<ul style="list-style-type: none"> • Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés se sont établis à 940,5 millions de dollars, en hausse de 110,3 millions, ou 13,3 pour cent, et les frais de vente, généraux et administratifs consolidés normalisés se sont établis à 935,4 millions, soit une hausse de 111,5 millions, ou 13,5 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs est principalement attribuable au secteur Détail en raison des coûts liés au volume et de la hausse de la charge de rémunération variable, facteurs compensés en partie par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle. <p>Les résultats de l'exercice précédent comprenaient un coût net de 13,8 millions de dollars lié aux charges additionnelles directement attribuables aux mesures liées à la COVID-19 déployées par la Société. Ces charges additionnelles comprenaient des primes salariales et un ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de rémunération fondée sur des actions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les charges financières nettes se sont établies à 56,2 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui représente une baisse de 18,8 pour cent, principalement attribuable à la baisse du volume de financement à court terme et à la diminution des taux par rapport à l'exercice précédent. • L'impôt sur le résultat pour le trimestre a représenté une charge de 98,4 millions de dollars, comparativement à une charge de 6,0 millions à l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse du bénéfice et de la charge liée aux options sur actions non déductible au cours du trimestre. • Le BPA dilué normalisé s'est établi à 3,72 \$ pour le trimestre, comparativement à une perte de 0,25 \$ à l'exercice précédent. La hausse du bénéfice découle de la croissance solide au sein du secteur Détail et de la hausse du bénéfice du secteur Services Financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés se sont établis à 1 831,9 millions de dollars, en hausse de 125,0 millions, ou 7,3 pour cent. Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés normalisés se sont établis à 1 818,1 millions de dollars, en hausse de 125,0 millions, ou 7,4 pour cent. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse des frais de vente, généraux et administratifs, particulièrement dans le secteur Détail, en raison de la hausse des coûts liés au volume essentiellement au sein de la chaîne d'approvisionnement, partiellement compensée par les coûts liés à la COVID-19 comptabilisés à l'exercice précédent et non pendant l'exercice en cours ainsi que par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle. <ul style="list-style-type: none"> • Les charges financières nettes se sont établies à 113,5 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 17,5 pour cent, principalement attribuable à la baisse du volume de financement à court terme et à la diminution des taux par rapport à l'exercice précédent. • L'impôt sur le résultat s'est établi à 166,5 millions de dollars pour la période, comparativement à une économie de 3,3 millions, soit une hausse de 169,8 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse du bénéfice et de la charge liée aux options sur actions non déductible. • Le BPA dilué normalisé s'est établi à 6,29 \$, comparativement à une perte de 0,38 \$ à l'exercice précédent. La hausse du bénéfice découle de la croissance solide au sein du secteur Détail et de la croissance du bénéfice du secteur Services Financiers.

3.1.2 Mesures clés de performance opérationnelle consolidées, excluant la Division pétrolière

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)	T2 2021	T2 2020	Variation
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹ ajustés pour tenir compte des charges locatives ² (excluant la dotation aux amortissements ³), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	24,4 %	25,5 %	(105) pb
BAIIA ⁶ normalisé ¹ ajusté pour tenir compte des charges locatives ² , excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	13,0 %	4,5 %	849 pb

1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.
2. Les ajustements aux frais de vente, généraux et administratifs comprennent les ajouts d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et de charges financières nettes liées aux obligations locatives à titre d'estimation des charges locatives.
3. La dotation aux amortissements exclue se chiffre à 98,0 millions de dollars (2020 – 103,3 millions).
4. Les produits excluent les produits de la Division pétrolière, et le BAIIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.
5. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section 7.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR et des mesures conformes aux PCGR et pour plus d'information à ce sujet.
6. Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »).

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Variation
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹ ajustés pour tenir compte des charges locatives ² (excluant la dotation aux amortissements ³), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	25,7 %	28,6 %	(294) pb
BAIIA normalisé ¹ ajusté pour tenir compte des charges locatives ² , excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	12,5 %	4,7 %	785 pb

1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.
2. Les ajustements aux frais de vente, généraux et administratifs comprennent les ajouts d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et de charges financières nettes liées aux obligations locatives à titre d'estimation des charges locatives.
3. La dotation aux amortissements exclue se chiffre à 98,0 millions de dollars (2020 – 202,1 millions).
4. Les produits excluent les produits de la Division pétrolière, et le BAIIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.
5. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section 7.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR et des mesures conformes aux PCGR et pour plus d'information à ce sujet.

Analyse des mesures clés de performance opérationnelle

	T2 2021	Cumul annuel
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits	<p>▼ 105 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits, se sont établis à 24,4 pour cent, soit une baisse de 105 points de base par rapport à l'exercice précédent. La diminution du taux est principalement attribuable à la solide croissance des produits, en excluant la Division pétrolière, de 595,1 millions de dollars, ou 20,4 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, principalement attribuable au secteur Détail, stimulé par la solide croissance des produits pour toutes les enseignes, avec Canadian Tire en tête. <p>Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés se sont établis à 935,4 millions de dollars, une hausse de 13,5 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des coûts liés au volume, essentiellement au sein de la chaîne d'approvisionnement, et de l'incidence des coûts liés à la COVID-19 à l'exercice précédent. Les coûts liés à la COVID-19, décrits à la section 3.1.1, ont eu une incidence approximative de 39 points de base sur le taux. Aucun coût de ce genre n'a été comptabilisé pendant l'exercice en cours, puisque ces coûts sont maintenant intégrés aux activités d'exploitation. De plus, les frais de vente, généraux et administratifs ont profité des économies additionnelles réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle.</p>	<p>▼ 294 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits, ont diminué de 294 points de base. La diminution du taux est principalement attribuable à la forte augmentation des produits, en excluant la Division pétrolière, par rapport à l'exercice précédent, favorisée par le secteur Détail. L'augmentation des produits a été partiellement contrebalancée par une hausse des frais de vente, généraux et administratifs, qui a subi l'incidence des coûts nets liés à la COVID-19 à l'exercice précédent, comme il est décrit à la section 3.1.1 du présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion du premier trimestre de 2021, ce qui a eu une incidence d'environ 86 points de base sur le taux. Aucune charge de ce genre n'a été comptabilisée pendant l'exercice en cours. En outre, les frais de vente, généraux et administratifs ont profité des économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle par rapport à l'exercice précédent.
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives, excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits	<p>▲ 849 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, s'est établi à 13,0 pour cent, soit une augmentation de 849 points de base. L'augmentation du taux résulte principalement de la hausse des produits du secteur Détail, qui est essentiellement attribuable à la forte croissance au sein des enseignes du secteur Détail, avec Canadian Tire en tête. L'augmentation des produits a été partiellement contrebalancée par une hausse des frais de vente, généraux et administratifs pour les raisons susmentionnées. 	<p>▲ 785 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, a augmenté de 785 points de base. La diminution du taux est principalement attribuable à l'augmentation de la marge brute découlant de la forte croissance de toutes les enseignes du secteur Détail, en particulier Canadian Tire, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute a été partiellement contrebalancée par une hausse des frais de vente, généraux et administratifs pour les raisons susmentionnées.

3.1.3 Analyse des tendances saisonnières

Le tableau suivant présente la performance financière consolidée de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	T2 2021	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019
Produits	3 918,5	\$ 3 322,9	\$ 4 874,5	\$ 3 986,4	3 161,8	\$ 2 848,3	\$ 4 316,7	\$ 3 636,7	3 686,6
Bénéfice net	259,1	186,4	521,8	326,3	2,3	12,2	365,9	227,7	203,8
Bénéfice net normalisé ¹	264,1	192,8	548,4	331,9	6,9	17,7	372,4	243,8	209,7
BPA dilué	3,64	2,47	7,97	4,84	(0,33)	(0,22)	5,42	3,20	2,87
BPA dilué normalisé ¹	3,72	2,57	8,40	4,93	(0,25)	(0,13)	5,53	3,46	2,97

1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

3.2 Performance du secteur Détail

3.2.1 Résultats financiers du secteur Détail

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Variation	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Variation
Ventes au détail ¹	4 882,6	\$ 4 375,7	\$ 11,6 %	8 000,4	\$ 7 132,8	\$ 12,2 %
Produits	3 623,2	\$ 2 849,8	\$ 27,1 %	6 646,0	\$ 5 353,0	\$ 24,2 %
Marge brute en dollars	1 116,7	\$ 793,7	\$ 40,7 %	2 077,0	\$ 1 567,0	\$ 32,5 %
Marge brute en pourcentage des produits	30,8	% 27,9	% 297 pb	31,3	% 29,3	% 198 pb
Autres (produits) charges	(47,6)	\$ 1,1	\$ n.s. ²	(96,2)	\$ (34,5)	\$ 178,6 %
Frais de vente, généraux et administratifs	908,3	800,1	13,5 %	1 765,6	1 648,8	7,1 %
Charges financières nettes	47,4	58,7	(19,2) %	96,5	118,5	(18,6) %
Bénéfice (perte) avant impôt	208,6	\$ (66,2)	\$ n.s. ²	311,1	\$ (165,8)	\$ n.s. ²

1. Les ventes au détail constituent une mesure clé de performance opérationnelle. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

2. Non significatif.

Les résultats normalisés sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR, se reporter à la section 7.3.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – Détail

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2 2021	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T2 2021	T2 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T2 2020	Variation ²
Produits	3 623,2 \$	— \$	3 623,2 \$	2 849,8 \$	— \$	2 849,8 \$	27,1 %
Coût des activités génératrices de produits	2 506,5	(1,7)	2 504,8	2 056,1	—	2 056,1	21,8 %
Marge brute	1 116,7 \$	1,7 \$	1 118,4 \$	793,7 \$	— \$	793,7 \$	40,9 %
Taux de la marge brute	30,8 %	10 pb	30,9 %	27,9 %	—	27,9 %	301 pb
Autres (produits) charges	(47,6) \$	— \$	(47,6) \$	1,1 \$	— \$	1,1 \$	n.s. ³
Frais de vente, généraux et administratifs	908,3	(5,1)	903,2	800,1	(6,3)	793,8	13,8 %
Charges financières nettes	47,4	—	47,4	58,7	—	58,7	(19,2) %
Bénéfice (perte) avant impôt	208,6 \$	6,8 \$	215,4 \$	(66,2) \$	6,3 \$	(59,9) \$	n.s. ³

1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Variation entre les résultats normalisés.

3. Non significatif.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Cumul annuel T2 2021	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du cumul annuel T2 2020	Variation ²
Produits	6 646,0 \$	— \$	6 646,0 \$	5 353,0 \$	— \$	5 353,0 \$	24,2 %
Coût des activités génératrices de produits	4 569,0	(1,7)	4 567,3	3 786,0	—	3 786,0	20,6 %
Marge brute	2 077,0 \$	1,7 \$	2 078,7 \$	1 567,0 \$	— \$	1 567,0 \$	32,7 %
Taux de la marge brute	31,3 %	2 pb	31,3 %	29,3 %	—	29,3 %	200 pb
Autres (produits) charges	(96,2) \$	— \$	(96,2) \$	(34,5) \$	— \$	(34,5) \$	178,8 %
Frais de vente, généraux et administratifs	1 765,6	(13,8)	1 751,8	1 648,8	(13,8)	1 635,0	7,1 %
Charges financières nettes	96,5	—	96,5	118,5	—	118,5	(18,6) %
Bénéfice (perte) avant impôt	311,1 \$	15,5 \$	326,6 \$	(165,8) \$	13,8 \$	(152,0) \$	n.s. ³

1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Variation entre les résultats normalisés.

3. Non significatif.

3.2.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur Détail

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Les mesures des ventes comparables et de la croissance des ventes d'essence dans les magasins comparables incluent les ventes dans les magasins qui ont subi l'incidence des restrictions gouvernementales. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

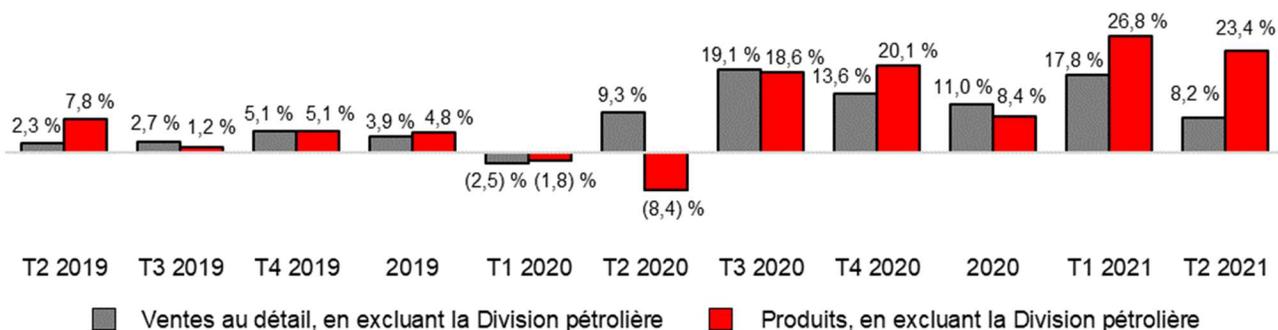
(variation en pourcentage d'un exercice à l'autre, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		T2 2021	T2 2020	Variation	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Variation
	Produits ¹	3 623,2 \$	2 849,8 \$	27,1 %	6 646,0 \$	5 353,0 \$	24,2 %
	Produits, excluant la Division pétrolière	3 222,4	2 610,6	23,4 %	5 902,0	4 723,8	24,9 %
	Nombre de magasins	1 731	1 742				
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	34,4	34,5				
	Croissance des ventes au détail	11,6 %	1,7 %		12,2 %	(0,1) %	
	Croissance des ventes au détail, excluant la Division pétrolière	8,2 %	9,3 %		11,7 %	4,7 %	
	Croissance des ventes comparables consolidées ²	3,2 %	n.s. ¹²		8,8 %	n.s. ¹²	
Rendement du capital investi dans les activités de détail ³	14,1 %	7,8 %		s.o.	s.o.		
	Produits ^{1,4}	2 368,4 \$	2 047,4 \$	15,7 %	4 262,3 \$	3 452,8 \$	23,4 %
	Nombre de magasins ⁵	667	667				
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	23,4	23,4				
	Ventes par pied carré ⁶	506 \$	n.s. ¹²	s.o.	s.o.	n.s. ¹²	
	Croissance des ventes au détail ⁷	1,9 %	20,3 %		7,9 %	13,7 %	
	Croissance des ventes comparables ²	(2,0) %	n.s. ¹²		4,8 %	n.s. ¹²	
	Produits ¹	453,4 \$	306,7 \$	47,8 %	850,1 \$	676,8 \$	25,6 %
	Nombre de magasins	387	398				
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	7,4	7,5				
	Ventes par pied carré ⁸	304 \$	n.s. ¹²	s.o.	s.o.	n.s. ¹²	
	Croissance des ventes au détail ⁹	39,8 %	(24,9) %		25,0 %	(19,5) %	
Croissance des ventes comparables ²	28,6 %	n.s. ¹²		24,1 %	n.s. ¹²		
	Produits ^{1,10}	290,0 \$	181,0 \$	60,3 %	535,0 \$	393,5 \$	36,0 %
	Nombre de magasins	381	380				
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	3,6	3,6				
	Ventes par pied carré ⁸	365 \$	n.s. ¹²	s.o.	s.o.	n.s. ¹²	
	Croissance des ventes au détail ¹¹	58,0 %	(36,4) %		34,9 %	(26,9) %	
Croissance des ventes comparables ²	43,2 %	n.s. ¹²		33,0 %	n.s. ¹²		
	Produits ¹	100,6 \$	68,9 \$	45,9 %	236,9 \$	190,4 \$	24,4 %
	Produits ¹	400,8 \$	239,2 \$	67,6 %	744,0 \$	629,2 \$	18,2 %
	Postes d'essence	296	297				
	Marge brute en dollars	45,6 \$	36,8 \$	23,8 %	87,5 \$	72,8 \$	20,1 %
	Croissance des ventes au détail	54,9 %	(46,4) %		16,1 %	(27,0) %	
	Croissance du volume des ventes d'essence en litres	19,0 %	(37,8) %		(4,0) %	(23,4) %	
	Croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables en litres ²	18,2 %	(39,4) %		(4,9) %	(22,7) %	

- Les produits présentés pour Canadian Tire, SportChek, Mark's et la Division pétrolière comprennent les produits intersectoriels. Les produits d'Helly Hansen représentent des produits externes seulement. Le total des produits de Canadian Tire, de SportChek, de Mark's, de la Division pétrolière et d'Helly Hansen ne correspond donc pas au total des produits du secteur Détail.
- La croissance des ventes comparables exclut la Division pétrolière. L'enseigne Canadian Tire comprend PartSource, PHL et Party City. La croissance des ventes comparables et la croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables ont été calculées en alignant le calendrier de l'exercice 2020 sur le calendrier de l'exercice 2021 (à savoir que les ventes de la première semaine de 2021 ont été comparées avec les ventes de la deuxième semaine de 2020) et tiennent compte des ventes des magasins qui ont été temporairement fermés au cours de l'exercice 2021. Les ventes comparables de l'exercice précédent de SportChek et de Mark's ont été calculées au moyen des ventes réalisées jusqu'au 18 mars 2020, date à laquelle les magasins ont été fermés. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur la croissance des ventes comparables.
- Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé sur 12 mois sur une base normalisée. Les chiffres de la période précédente pour le rendement du capital investi ont été retraités afin de refléter le calcul de l'exercice en cours. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.
- Les produits comprennent les produits de Canadian Tire, de PartSource, de PHL, de Party City et de Franchise Trust.
- Le nombre de magasins comprend les magasins Canadian Tire et des autres enseignes, totalisant 163 magasins (2020 – 163 magasins). Les autres enseignes comprennent PartSource, PHL et Party City.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois; pour l'exercice en cours, ce calcul comprend la période pendant laquelle les magasins ont été temporairement fermés au sein du secteur Détail. La superficie consacrée à la vente au détail ne comprend pas le centre du jardinage saisonnier extérieur, les postes de travail dans les centres-autos ni la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes de Canadian Tire, de PartSource, de PHL et de Party City, ainsi que la composante main-d'œuvre des ventes dans les centres-autos Canadian Tire.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les succursales et les magasins franchisés, ainsi que la superficie des entrepôts et des locaux administratifs. Pour l'exercice en cours, ce calcul comprend la période pendant laquelle les magasins ont été temporairement fermés au sein du secteur Détail.

- 9. La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les succursales et les magasins franchisés.
- 10. Les produits comprennent les ventes d'articles dans les magasins franchisés Mark's, les ventes au détail dans les succursales de Mark's, les produits tirés des activités de commerce de gros de la division commerciale de Mark's, ainsi que les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.
- 11. La croissance des ventes au détail comprend les ventes au détail dans les succursales de Mark's et ses magasins franchisés, mais exclut les produits tirés des services connexes de retouches et de broderie.
- 12. Non significatif.

Le graphique suivant présente la performance des produits et des ventes au détail du secteur Détail, excluant la Division pétrolière, par trimestre pour les deux derniers exercices.

Croissance des ventes au détail et des produits d'un exercice à l'autre



Analyse du secteur Détail

Au cours du trimestre, les fermetures de magasins et les restrictions imposées sur les achats en magasin ont continué d'avoir une incidence sur le réseau de magasins de la Société, ce qui a eu des répercussions différentes sur les enseignes du secteur Détail par rapport aux restrictions relatives aux activités de détail de la Société à l'exercice précédent. Les magasins du réseau canadien de la Société exerçaient leurs activités en faisant l'objet de diverses restrictions, y compris des restrictions imposées sur les achats en magasin, les heures d'ouverture et la capacité d'accueil en magasin, ainsi que des restrictions relatives aux types de marchandises pouvant être vendues en magasin. Ces restrictions sont entrées en vigueur au début du trimestre et ont commencé à s'assouplir à la mi-juin, lorsque les magasins ont amorcé leur réouverture graduelle. Les restrictions imposées en Ontario, où se situent environ 40 pour cent des magasins Canadian Tire, ont été beaucoup plus sévères ce trimestre. Les magasins Canadian Tire de l'Ontario ont été fermés pendant 70 pour cent du temps, comparativement à 40 pour cent au deuxième trimestre de 2020. Les magasins SportChek ont été fermés pendant environ un tiers du trimestre, tandis que les magasins Mark's ont été fermés pendant environ 25 pour cent du trimestre. Au deuxième trimestre de 2020, les deux enseignes ont été fermées pendant environ la moitié du trimestre.

Malgré les restrictions imposées dans le réseau de magasins, la robuste performance omnicanal a permis une croissance des ventes au détail de 8,2 pour cent, en excluant la Division pétrolière, et une croissance des ventes comparables de 3,2 pour cent au cours du trimestre. Les ventes comparables de Canadian Tire ont diminué de 2,0 pour cent, principalement en raison d'une plus longue période de restrictions dans son réseau de magasins, particulièrement en Ontario. SportChek et Mark's ont affiché une hausse de 28,6 pour cent et de 43,2 pour cent, respectivement, grâce aux restrictions moins sévères dans leurs magasins qu'à l'exercice précédent et à l'augmentation des ventes de commerce électronique.

Par rapport au deuxième trimestre de 2019, soit le dernier trimestre comparable sans restriction aux activités du réseau de magasins de détail de la Société, les ventes comparables ont augmenté de 15,1 pour cent. Chez Canadian Tire, les ventes comparables ont augmenté de 18,3 pour cent par rapport à 2019, tandis que chez SportChek, elles ont augmenté de 5,1 pour cent et chez Mark's, de 0,7 pour cent. La forte croissance des ventes comparables a été réalisée malgré les restrictions imposées aux activités du réseau de magasins de toutes les enseignes au cours du trimestre considéré.

Les ventes de commerce électronique du secteur Détail se sont établies à 856,7 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 34,0 pour cent par rapport à l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'enseigne Canadian Tire, qui a enregistré une croissance de 63,2 pour cent. Le taux de pénétration des ventes de commerce électronique s'est établi à 20,4 pour cent, et les ventes de commerce électronique ont dépassé 2,1 milliards de dollars au cours des 12 derniers mois.

Analyse du secteur Détail (suite)

Le bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail s'est établi à 215,4 millions de dollars, comparativement à une perte de 59,9 millions à l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la forte croissance des produits, partiellement contrebalancée par une hausse des frais de vente, généraux et administratifs principalement relativement aux coûts liés au personnel, du fait que le deuxième trimestre de 2020 incluait un profit lié à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de rémunération fondée sur des actions à l'exercice précédent, et par une hausse des charges liées au volume au sein de la chaîne d'approvisionnement, partiellement compensées par la diminution des coûts liés aux primes salariales versées à l'exercice précédent, ainsi que par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle.

Les résultats de l'exercice précédent ont subi l'incidence des perturbations des marchés liées à la COVID-19 décrites à la section 3.1 du présent rapport de gestion.

	T2 2021	Cumul annuel
Ventes au détail	<p>▲ 506,9 millions de dollars ou 11,6 %</p> <p>▲ Croissance des ventes comparables de 3,2 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ventes au détail ont enregistré une croissance de 11,6 pour cent au cours du trimestre pour s'établir à 4 882,6 millions de dollars. En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail ont augmenté de 8,2 pour cent, ou 333,0 millions de dollars. Les ventes au détail ont enregistré une croissance dans toutes les enseignes, malgré les restrictions imposées aux activités de détail de la Société. <p>Par rapport à 2019, les ventes au détail, excluant la Division pétrolière, ont augmenté de 18,3 pour cent en raison de la forte croissance omnicanal, le taux de pénétration du commerce électronique ayant été plus de cinq fois supérieur à celui de 2019. Par rapport à l'exercice précédent, le taux de pénétration du commerce électronique a augmenté de 415 points de base, principalement en raison de la forte croissance de Canadian Tire.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▼ Les ventes au détail de Canadian Tire ont augmenté de 1,9 pour cent, malgré les restrictions à divers degrés imposées aux activités de magasinage dans l'ensemble de son réseau de magasins au cours du trimestre. Les articles de jardinage, les articles récréatifs saisonniers et les accessoires automobiles de plein air ont été les catégories les plus performantes. Les ventes de marques maison ont continué de croître, ce qui a entraîné une hausse du taux de pénétration des marques maison. Par rapport au deuxième trimestre de 2019, les ventes au détail de Canadian Tire ont augmenté de 22,6 pour cent. 	<p>▲ 867,6 millions de dollars ou 12,2 %</p> <p>▲ Croissance des ventes comparables de 8,8 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La croissance solide des ventes au détail pour l'exercice est attribuable à la croissance vigoureuse des ventes de toutes les enseignes, avec Canadian Tire en tête, malgré l'incidence négative de la fermeture temporaire de magasins et des restrictions imposées aux activités de détail au cours du premier semestre de l'exercice. <p>En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail ont augmenté de 11,7 pour cent, ou 741,1 millions de dollars. La croissance solide du taux de pénétration du commerce électronique de toutes les enseignes a contribué à la croissance des ventes au détail, les ventes de commerce électronique ayant maintenant dépassé 2,1 milliards de dollars au cours des 12 derniers mois.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▼ Les ventes au détail de Canadian Tire ont connu une forte croissance de 7,9 pour cent, malgré l'incidence des restrictions à divers degrés imposées aux activités de magasinage dans l'ensemble de son réseau de magasins au cours du premier semestre de l'exercice. La croissance des ventes au détail a été favorisée par la vigueur de l'assortiment d'articles, les catégories ayant le mieux performé et représentant l'apport le plus important à la croissance étant les articles de jardinage, les articles pour la vie en plein air et les articles récréatifs saisonniers. La forte demande pour le commerce électronique a également contribué à la hausse des ventes au détail.

Analyse du secteur Détail (suite)

	T2 2021	Cumul annuel
	<ul style="list-style-type: none">  Les ventes au détail de SportChek ont connu une croissance solide au cours du trimestre, en hausse de 39,8 pour cent par rapport à l'exercice précédent, alors que les magasins faisaient l'objet de restrictions plus sévères. Les catégories des vêtements et des chaussures de sport ont connu le meilleur rendement. La croissance solide des ventes des marques maison s'est poursuivie, et elle a contribué à la hausse des ventes au détail au cours du trimestre, celles-ci ayant augmenté de 5,0 pour cent par rapport à 2019.  Les ventes au détail de Mark's ont connu une croissance exceptionnelle de 58,0 pour cent par rapport à l'exercice précédent, alors que les magasins faisaient l'objet de restrictions plus sévères. Les vêtements tout-aller, les accessoires et les chaussures tout-aller ont connu le meilleur rendement. Par rapport à 2019, les ventes au détail ont légèrement augmenté de 0,5 pour cent.  Les ventes au détail de la Division pétrolière ont augmenté de 54,9 pour cent en raison d'une hausse du volume d'essence, des prix de l'essence par litre et des ventes de produits autres que de l'essence par rapport à l'exercice précédent. 	<ul style="list-style-type: none">  Les ventes au détail de SportChek ont augmenté de 25,0 pour cent, principalement en raison des restrictions moins sévères par rapport à l'exercice précédent et de la hausse des ventes de commerce électronique de 10,8 pour cent, qui a stimulé la croissance omnicanal au premier semestre de l'exercice.  Les ventes au détail de Mark's ont augmenté de 34,9 pour cent, principalement en raison des restrictions moins sévères par rapport à l'exercice précédent et de la hausse des ventes de commerce électronique de 35,5 pour cent, qui a stimulé la croissance omnicanal au premier semestre de l'exercice.  Les ventes au détail de la Division pétrolière ont augmenté de 16,1 pour cent, principalement en raison d'une hausse des prix de l'essence par litre, du volume d'essence et des ventes de produits autres que de l'essence.
Produits	<ul style="list-style-type: none"> ▲ 773,4 millions de dollars ou 27,1 % ▲ 23,4 %, en excluant la Division pétrolière Les produits du secteur Détail se sont chiffrés à 3 623,2 millions de dollars, soit une hausse de 27,1 pour cent. La solide croissance des produits pour toutes les enseignes de détail a été stimulée par la performance de Canadian Tire, principalement en raison de la forte croissance des livraisons et de la croissance du commerce électronique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▲ 1 293,0 millions de dollars ou 24,2 % ▲ 24,9 %, en excluant la Division pétrolière Malgré les restrictions à divers degrés dans l'ensemble du réseau du secteur Détail, les produits du secteur Détail ont augmenté en raison de la croissance chez Canadian Tire, qui est principalement attribuable à la forte croissance des livraisons.
Marge brute	<ul style="list-style-type: none"> ▲ 323,0 millions de dollars ou 40,7 % ▲ 297 pb du taux de la marge brute ▲ 41,5 %, en excluant la Division pétrolière ▲ 425 pb du taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière En excluant la Division pétrolière, la marge brute en dollars s'est établie à 1 071,1 millions de dollars, en hausse de 314,2 millions. La marge brute en dollars normalisée, excluant la Division pétrolière, s'est établie à 1 072,8 millions de dollars, soit une hausse de 315,9 millions, principalement favorisée par la hausse solide des produits attribuable aux raisons susmentionnées. 	<ul style="list-style-type: none"> ▲ 510,0 millions de dollars ou 32,5 % ▲ 198 pb du taux de la marge brute ▲ 33,1 %, en excluant la Division pétrolière ▲ 208 pb du taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière En excluant la Division pétrolière, la marge brute en dollars normalisée a augmenté de 497,0 millions de dollars pour s'établir à 1 991,2 millions, principalement favorisée par la hausse solide des produits attribuable aux raisons susmentionnées.

Analyse du secteur Détail (suite)

	T2 2021	Cumul annuel
	<ul style="list-style-type: none"> En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute normalisé a augmenté de 430 points de base. Le taux de la marge brute a augmenté dans toutes les enseignes de Canadian Tire. Le taux de Canadian Tire s'est amélioré, principalement en raison de la composition favorable des articles et des prix, partiellement contrebalancée par la hausse des coûts de transport par rapport à l'exercice précédent. Les taux de SportChek et de Mark's ont augmenté en raison de la hausse des ventes en magasin et de la baisse des activités promotionnelles par rapport à l'exercice précédent. 	<ul style="list-style-type: none"> En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute normalisé a augmenté de 211 points de base. L'augmentation du taux de la marge brute est principalement attribuable aux hausses de taux dans l'ensemble des enseignes du secteur Détail, avec Canadian Tire en tête. Le taux de Canadian Tire a augmenté en raison de la composition favorable des articles et des prix, partiellement contrebalancée par la hausse des coûts de transport par rapport à l'exercice précédent. Les taux de SportChek et de Mark's ont augmenté en raison de la hausse des ventes en magasin et de la baisse des activités promotionnelles. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la composition des ventes parmi les enseignes au premier semestre de l'exercice.
Autres produits	▲ 48,7 millions de dollars <ul style="list-style-type: none"> Les autres produits se sont établis à 47,6 millions de dollars, en hausse de 48,7 millions, en raison principalement d'une charge pour perte de valeur de 27,9 millions comptabilisée à l'exercice précédent, aucune perte de valeur n'ayant été comptabilisée au cours du trimestre considéré, de profits de change non liés à l'exploitation comptabilisés par Helly Hansen au cours de l'exercice en cours et de la hausse des profits liés aux biens immobiliers par rapport à l'exercice précédent. 	▲ 61,7 millions de dollars ou 178,6 % <ul style="list-style-type: none"> Les autres produits se sont établis à 96,2 millions de dollars, en hausse de 61,7 millions, principalement en raison d'une charge pour perte de valeur de 27,9 millions comptabilisée à l'exercice précédent, de la hausse des profits liés aux biens immobiliers et des profits de change non liés à l'exploitation d'Helly Hansen par rapport à l'exercice précédent.
Frais de vente, généraux et administratifs	▲ 108,2 millions de dollars ou 13,5 % <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés se sont établis à 903,2 millions de dollars, en hausse de 109,4 millions, ou 13,8 pour cent. L'augmentation est principalement attribuable aux coûts liés au volume, essentiellement au sein de la chaîne d'approvisionnement, et à la hausse de la charge de rémunération variable en raison de l'incidence favorable, représentant 27,4 millions de dollars à l'exercice précédent, d'un ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de rémunération fondée sur des actions. Ces facteurs ont été compensés en partie par les économies additionnelles résultant du programme d'efficacité opérationnelle et par les charges additionnelles de 41,2 millions de dollars directement attribuables aux mesures liées à la COVID-19 déployées par la Société, y compris les primes salariales, engagées à l'exercice précédent et qui n'ont pas été engagées au cours du trimestre considéré. 	▲ 116,8 millions de dollars ou 7,1 % <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés normalisés ont augmenté de 116,8 millions de dollars, ou 7,1 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des coûts liés au volume, essentiellement au sein de la chaîne d'approvisionnement, partiellement compensée par les coûts additionnels nets de 55,6 millions de dollars engagés à l'exercice précédent qui n'ont pas été engagés au cours de l'exercice en cours relativement aux mesures liées à la COVID-19 déployées par la Société, y compris les primes salariales, ainsi que par les économies additionnelles réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle par rapport à l'exercice précédent.

Analyse du secteur Détail (suite)

	T2 2021	Cumul annuel
Sommaire des résultats	<p>▲ 274,8 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt normalisé s'est établi à 215,4 millions de dollars, soit une hausse de 275,3 millions. L'augmentation du bénéfice est principalement attribuable à la forte augmentation de la marge brute ainsi qu'à la hausse des autres produits, facteurs partiellement contrebalancés par une hausse des frais de vente, généraux et administratifs attribuable aux raisons susmentionnées. 	<p>▲ 476,9 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt normalisé s'est établi à 326,6 millions de dollars, soit une hausse de 478,6 millions, malgré le maintien de restrictions imposées aux activités de commerce de détail au cours du premier semestre de l'exercice. L'augmentation du bénéfice est principalement attribuable à la forte croissance de Canadian Tire. L'augmentation des autres produits, les économies additionnelles découlant du programme d'efficacité opérationnelle et les charges nettes comptabilisées à l'exercice précédent relativement aux mesures liées à la COVID-19 déployées par la Société (pour plus de détails, se reporter à la section 3.1.1) ont également contribué à l'augmentation du bénéfice par rapport à l'exercice précédent, partiellement contrebalancée par une augmentation des frais de vente, généraux et administratifs attribuable aux raisons susmentionnées.

3.2.3 Analyse des tendances saisonnières du secteur Détail

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important. Le tableau suivant présente la performance financière du secteur Détail de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	T2 2021	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019
Ventes au détail	4 882,6	\$ 3 117,8	\$ 5 317,2	\$ 4 414,4	4 375,7	\$ 2 757,1	\$ 4 838,2	\$ 3 904,3	4 303,7
Produits	3 623,2	3 022,8	4 582,2	3 684,8	2 849,8	2 503,2	3 989,2	3 296,3	3 360,3
Bénéfice (perte) avant impôt	208,6	102,5	577,9	326,2	(66,2)	(99,6)	351,6	170,6	139,1
Bénéfice normalisé ¹ (perte normalisée) avant impôt	215,4	111,2	613,2	333,8	(59,9)	(92,1)	360,5	192,7	147,2

1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

3.3 Performance du secteur Services Financiers

3.3.1 Résultats financiers du secteur Services Financiers

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Variation	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Variation
Produits	296,1 \$	309,9 \$	(4,5) %	593,3 \$	651,8 \$	(9,0) %
Marge brute en dollars	213,1 \$	126,3 \$	68,8 %	420,7 \$	271,5 \$	54,9 %
Marge brute en pourcentage des produits	72,0 %	40,7 %	3 124 pb	70,9 %	41,7 %	2 925 pb
Autres charges	4,3 \$	0,5 \$	760,0 %	4,0 \$	0,6 \$	516,8 %
Frais de vente, généraux et administratifs	84,0	75,2	12,0 %	166,0	150,2	10,5 %
(Produits financiers nets)	(0,5)	(0,4)	33,5 %	(1,0)	(0,5)	91,2 %
Bénéfice avant impôt	125,3 \$	51,0 \$	145,7 %	251,7 \$	121,2 \$	107,7 %

Analyse du secteur Services Financiers

Au deuxième trimestre, le bénéfice avant impôt s'est établi à 125,3 millions de dollars, une hausse de 74,3 millions, principalement en raison d'une augmentation de la marge brute de 86,8 millions. L'augmentation de la marge brute est principalement attribuable à la baisse des pertes de valeur nettes de 104,1 millions de dollars, en partie contrebalancée par une baisse de 13,8 millions des produits découlant d'une réduction de 4,1 pour cent des créances moyennes brutes par rapport à l'exercice précédent. Malgré la solide croissance des ventes liées aux cartes de crédit pour le trimestre, les créances moyennes brutes ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la vigueur continue des taux de paiement des clients et des limitations à l'acquisition de nouveaux comptes pendant la pandémie.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues à l'égard des créances sur prêts a diminué de 31,2 millions de dollars au cours du trimestre, comparativement à une augmentation de 44,3 millions à l'exercice précédent. La vigueur et l'amélioration continues des mesures relatives au portefeuille, comme le classement chronologique des comptes et les taux de défaillance, ont entraîné la réduction des pertes de crédit attendues au cours du trimestre.

Analyse du secteur Services Financiers (suite)

	T2 2021	Cumul annuel
Produits	<p>▼ 13,8 millions de dollars ou 4,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour le trimestre, les produits se sont établis à 296,1 millions de dollars, une baisse de 13,8 millions, ou 4,5 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est surtout attribuable à la diminution des frais de cartes de crédit en raison principalement de la baisse des créances moyennes brutes et du rendement. 	<p>▼ 58,5 millions de dollars ou 9,0 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits se sont établis à 593,3 millions de dollars, une baisse de 58,5 millions, ou 9,0 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est surtout attribuable à la diminution des frais de cartes de crédit en raison principalement de la baisse des créances moyennes brutes et du rendement.
Marge brute	<p>▲ 86,8 millions de dollars ou 68,8 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La marge brute en dollars s'est établie à 213,1 millions de dollars, une augmentation de 86,8 millions, ou 68,8 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute en dollars résulte principalement de la baisse des pertes de valeur nettes attribuable à la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 31,2 millions de dollars, et à la baisse des radiations, déduction faite des recouvrements, partiellement contrebalancées par une diminution des produits. 	<p>▲ 149,2 millions de dollars ou 54,9 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La marge brute en dollars s'est établie à 420,7 millions de dollars, une augmentation de 149,2 millions, ou 54,9 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute en dollars résulte de la baisse des pertes de valeur nettes attribuable à la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 52,3 millions de dollars, et à la baisse des radiations, déduction faite des recouvrements, partiellement contrebalancées par une diminution des produits.
Frais de vente, généraux et administratifs	<p>▲ 8,8 millions de dollars ou 12,0 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs se sont établis à 84,0 millions de dollars, en hausse de 8,8 millions, ou 12,0 pour cent. L'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs est principalement attribuable à une hausse des frais de marketing découlant de la hausse des coûts liés à l'acquisition de nouveaux clients au moyen des canaux numériques et en magasin. 	<p>▲ 15,8 millions de dollars ou 10,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs se sont établis à 166,0 millions de dollars, en hausse de 15,8 millions, ou 10,5 pour cent. L'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs est principalement attribuable à une hausse des frais de marketing découlant de la hausse des coûts liés à l'acquisition de nouveaux clients au moyen des canaux numériques et en magasin et des charges liées au personnel.
Sommaire des résultats	<p>▲ 74,3 millions de dollars ou 145,7 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt s'est établi à 125,3 millions de dollars, une hausse de 74,3 millions, ou 145,7 pour cent. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la marge brute, légèrement contrebalancée par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs attribuable aux raisons susmentionnées. 	<p>▲ 130,5 millions de dollars ou 107,7 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt s'est établi à 251,7 millions de dollars, une hausse de 130,5 millions, ou 107,7 pour cent. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la marge brute, légèrement contrebalancée par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs attribuable aux raisons susmentionnées.

3.3.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur Services Financiers

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2 2021	T2 2020	Variation	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Variation
Croissance des ventes liées aux cartes de crédit ¹	34,4 %	(15,6) %		20,9 %	(7,1) %	
Créances moyennes brutes	5 720 \$	5 962 \$	(4,1) %	5 683 \$	6 163 \$	(7,8) %
Produits ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	20,6 %	21,2 %		s.o.	s.o.	
Nombre moyen de comptes ayant un solde non réglé ³ (en milliers)	2 078	2 013	3,2 %	2 051	2 061	(0,5) %
Solde moyen des comptes ³ (au dollar près)	2 752 \$	2 961 \$	(7,1) %	2 769 \$	2 989 \$	(7,3) %
Taux de radiation nette lié aux cartes de crédit ^{2, 3}	4,8 %	6,3 %		s.o.	s.o.	
Créances sur cartes de crédit en souffrance (en souffrance depuis deux mois ou plus) ^{3, 4}	1,7 %	2,4 %		s.o.	s.o.	
Taux de la correction de valeur ⁵	13,9 %	15,0 %		s.o.	s.o.	
Charges d'exploitation ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	5,8 %	4,9 %		s.o.	s.o.	
Rendement des créances ²	7,9 %	5,4 %		s.o.	s.o.	

1. La croissance des ventes liées aux cartes de crédit exclut les transferts de solde. Représente la variation en pourcentage d'un exercice à l'autre.

2. Les données sont calculées sur 12 mois.

3. Portefeuille de cartes de crédit seulement.

4. Créances sur cartes de crédit en souffrance depuis plus de 30 jours, en pourcentage du total des créances sur cartes de crédit à la fin de la période.

5. Le taux de la correction de valeur pour pertes de crédit a été calculé en fonction du total du portefeuille géré de créances sur prêts.

Carte de pointage du secteur Services Financiers

Pour évaluer la performance financière globale du secteur Services Financiers, la carte de pointage suivante présente un portrait équilibré du progrès du secteur Services Financiers quant à l'atteinte de ses objectifs stratégiques.

T2 2021 par rapport au T2 2020	
Croissance	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 4,1 % des créances moyennes brutes ▲ 34,4 % des ventes liées aux cartes de crédit ▲ 3,2 % du nombre moyen de comptes ayant un solde ▼ 7,1 % du solde moyen des comptes <ul style="list-style-type: none"> Les créances moyennes brutes ont diminué de 4,1 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la vigueur continue des taux de paiement des clients. Le nombre moyen de comptes actifs pour le trimestre a augmenté de 3,2 pour cent et le solde moyen des comptes a diminué de 7,1 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Les ventes liées aux cartes de crédit ont augmenté de 34,4 pour cent par rapport à l'exercice précédent, en raison des ventes solides des enseignes du secteur Détail et des marchands externes. Par rapport au deuxième trimestre de 2019, les ventes liées aux cartes de crédit ont augmenté de 13,5 pour cent.
Performance	<ul style="list-style-type: none"> ▲ 251 pb du rendement des créances ▼ 58 pb des produits en pourcentage des créances moyennes brutes ▲ 92 pb des charges d'exploitation en pourcentage des créances moyennes brutes <ul style="list-style-type: none"> Le rendement des créances a augmenté de 251 points de base par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse du bénéfice découlant de l'amélioration de la marge brute, conjuguée à la baisse des créances moyennes brutes par rapport à l'exercice précédent. Les charges d'exploitation en pourcentage des créances moyennes brutes ont augmenté de 92 points de base par rapport à l'exercice précédent en raison de la baisse des créances moyennes brutes et de l'augmentation des charges d'exploitation découlant de la hausse des frais de marketing liés à l'acquisition de nouveaux comptes au moyen des canaux numériques et en magasin.
Mesures d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 68 pb des créances en souffrance depuis deux mois ou plus ▼ 154 pb du taux de radiation nette liée aux cartes de crédit ▼ 13,9 % du taux de la correction de valeur, une baisse de 110 pb <ul style="list-style-type: none"> Les paiements accrus des clients ont continué de contribuer à une amélioration importante du taux des créances en souffrance depuis deux mois ou plus, ce qui résulte de l'amélioration du risque dans l'ensemble du portefeuille. La diminution du taux de radiation nette par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à une baisse des radiations régulières et des cas d'insolvabilité. Le taux de la correction de valeur a diminué de 110 points de base par rapport au deuxième trimestre de 2020 pour s'établir à 13,9 pour cent, ce qui reflète la vigueur continue des mesures relatives au portefeuille, comme en témoignent les tendances constantes relatives aux taux de paiements solides, au classement chronologique peu élevé des comptes et aux faibles taux de défaillance. La direction continue d'évaluer la correction de valeur en tenant compte du degré accru d'incertitude lié aux répercussions continues de la COVID-19 sur l'économie et à la fin éventuelle des mesures financières de relance.

3.3.3 Analyse des tendances saisonnières du secteur Services Financiers

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Au premier trimestre, les Services Financiers amènent habituellement le plus grand apport au bénéfice consolidé. Le tableau suivant présente la performance financière consolidée du secteur par trimestre pour les deux derniers exercices.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	T2 2021	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019
Produits	296,1 \$	297,2 \$	295,3 \$	301,3 \$	309,9 \$	341,9 \$	333,0 \$	343,0 \$	329,3 \$
Bénéfice avant impôt	125,3	126,4	115,6	90,5	51,0	70,2	109,5	108,9	95,5

3.4 Performance du secteur CT REIT

3.4.1 Résultats financiers du secteur CT REIT

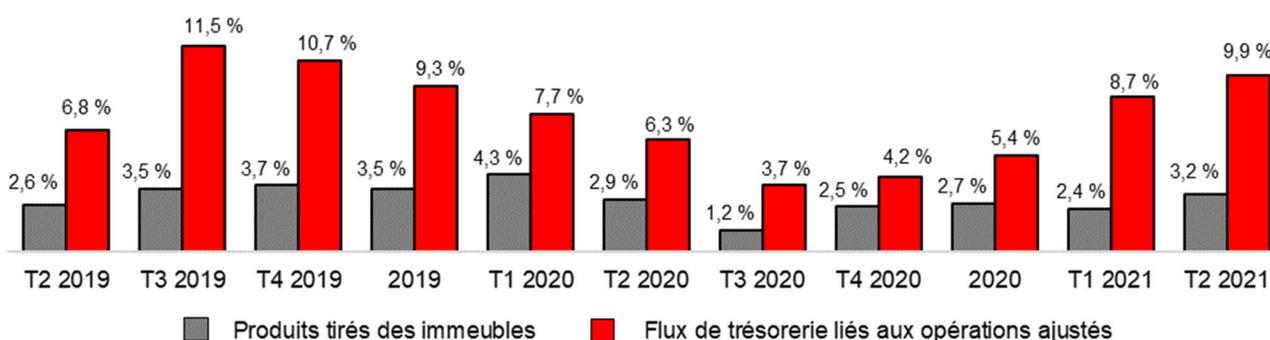
(en millions de dollars canadiens)

	T2 2021	T2 2020	Variation	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Variation
Produits tirés des immeubles	129,6 \$	125,5 \$	3,2 %	259,5 \$	252,3 \$	2,8 %
Charges liées aux immeubles	27,7	28,5	(2,5) %	56,9	57,4	(0,9) %
Frais généraux et administratifs	3,4	3,2	1,0 %	7,2	6,2	15,3 %
Charges financières nettes	26,4	26,9	(1,8) %	53,0	54,4	(2,6) %
(Profit) perte à la juste valeur	(106,5)	4,9	n.s. ¹	(110,8)	29,1	n.s. ¹
Bénéfice avant impôt	178,6 \$	62,0 \$	188,2 %	253,2 \$	105,2 \$	140,7 %

1. Non significatif.

Le graphique suivant présente la performance des produits tirés des immeubles et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés d'un exercice à l'autre de CT REIT par trimestre pour les deux derniers exercices.

Produits tirés des immeubles et croissance des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés d'un exercice à l'autre



Analyse du secteur CT REIT

Au cours du deuxième trimestre de 2021, les produits tirés des immeubles ont augmenté de 4,1 millions de dollars, principalement en raison des hausses contractuelles de loyer, des loyers de base additionnels liés aux immeubles acquis, ainsi que des projets d'aménagement et d'intensification réalisés à l'exercice en cours et à l'exercice précédent. La variation de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement de 111,4 millions de dollars découlant de la mise à jour des hypothèses à l'égard des modèles d'évaluation des immeubles constitue le principal facteur de l'augmentation du bénéfice de 116,6 millions.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 5,6 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une augmentation du bénéfice d'exploitation découlant des hausses de loyer, de la baisse des provisions attribuable à la diminution des risques liés au recouvrement et des ajustements liés à l'exploitation et à l'impôt foncier.

Analyse du secteur CT REIT (suite)

	T2 2021	Cumul annuel
Produits tirés des immeubles	<p>▲ 4,1 millions de dollars ou 3,2 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits tirés des immeubles se sont établis à 129,6 millions de dollars, une augmentation de 4,1 millions, ou 3,2 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable aux hausses contractuelles de loyer, aux loyers de base additionnels liés aux immeubles acquis et aux projets d'aménagement et d'intensification achevés au cours de 2021 et de 2020. 	<p>▲ 7,2 millions de dollars ou 2,8 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits tirés des immeubles se sont établis à 259,5 millions de dollars, une augmentation de 7,2 millions, ou 2,8 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable aux hausses contractuelles de loyer et aux loyers de base additionnels liés aux immeubles acquis et aux projets d'aménagements et d'intensification achevés au cours de 2021 et de 2020.
Charges liées aux immeubles	<p>▼ 0,8 million de dollars ou 2,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les charges liées aux immeubles se sont établies à 27,7 millions de dollars, une baisse de 0,8 million, ou 2,5 pour cent. La baisse des charges liées aux immeubles est principalement attribuable à la réduction des pertes de crédit attendues liées à l'aide offerte aux locataires, partiellement contrebalancée par les charges d'exploitation liées aux acquisitions d'immeubles réalisées en 2021 et en 2020. 	<p>▼ 0,5 million de dollars ou 0,9 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les charges liées aux immeubles se sont établies à 56,9 millions de dollars, une baisse de 0,5 million, ou 0,9 pour cent. La baisse des charges liées aux immeubles est principalement attribuable à la réduction de l'aide offerte par la FPI aux locataires, partiellement contrebalancée par la hausse des charges d'exploitation liées aux acquisitions d'immeubles réalisées en 2021 et en 2020.
Frais généraux et administratifs	<p>▲ 0,2 million de dollars, stable par rapport à l'exercice précédent</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais généraux et administratifs se sont chiffrés à 3,4 millions de dollars, un montant essentiellement stable par rapport à l'exercice précédent. 	<p>▲ 1,0 million de dollars ou 15,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais généraux et administratifs se sont établis à 7,2 millions de dollars, une augmentation de 1,0 million, ou 15,3 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des coûts liés au personnel, partiellement compensée par la baisse de la charge d'impôt.
Charges financières nettes	<p>▼ 0,5 million de dollars ou 1,8 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les charges financières nettes se sont établies à 26,4 millions de dollars, une baisse de 0,5 million, ou 1,8 pour cent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des intérêts sur les parts de société en commandite de catégorie C. 	<p>▼ 1,4 million de dollars ou 2,6 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les charges financières nettes se sont établies à 53,0 millions de dollars, une baisse de 1,4 million, ou 2,6 pour cent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des intérêts sur les parts de société en commandite de catégorie C.
Ajustement de la juste valeur des immeubles de placement	<p>▲ 111,4 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement représentait un profit de 111,4 millions de dollars principalement attribuable à la révision des données d'entrée et des hypothèses des modèles d'évaluation des immeubles. Ce montant d'ajustement de la juste valeur est éliminé à la consolidation. 	<p>▲ 139,9 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement représentait un profit de 139,9 millions de dollars principalement attribuable à la révision des données d'entrée et des hypothèses des modèles d'évaluation des immeubles. Ce montant d'ajustement de la juste valeur est éliminé à la consolidation.
Sommaire des résultats	<p>▲ 116,6 millions de dollars ou 188,2 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt s'est établi à 178,6 millions de dollars, une hausse de 116,6 millions, ou 188,2 pour cent, principalement attribuable à l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement, ainsi qu'à la hausse des produits tirés des immeubles. 	<p>▲ 148,0 millions de dollars ou 140,7 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt s'est établi à 253,2 millions de dollars, une hausse de 148,0 millions, ou 140,7 pour cent, principalement attribuable à l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement, ainsi qu'à la hausse des produits tirés des immeubles.

3.4.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur CT REIT

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Variation	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Variation
Bénéfice d'exploitation net ¹	100,4 \$	94,2 \$	6,5 %	199,4 \$	189,5 \$	5,2 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	71,9	67,3	7,0 %	143,1	134,1	6,7 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	64,2	58,6	9,9 %	127,5	116,6	9,3 %

1. Mesures non conformes aux PCGR, excluant tous les ajustements de la juste valeur. Se reporter à la section 7.3.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Bénéfice d'exploitation net

Pour le trimestre, le bénéfice d'exploitation net a augmenté de 6,5 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'acquisition d'immeubles productifs et d'immeubles en cours d'aménagement achevés en 2021 et en 2020. Le bénéfice d'exploitation net est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 7.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 7,0 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence des variations du bénéfice d'exploitation net, de la baisse des charges d'intérêts et du calendrier des honoraires professionnels. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 7.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 9,9 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence des variations du bénéfice d'exploitation net et de la baisse des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 7.3.2 pour plus d'information.

4. Analyse du bilan, liquidités et sources de financement

4.1 Principaux faits saillants du bilan

Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 3 juillet 2021 et la variation d'un exercice à l'autre par rapport au 27 juin 2020 sont présentés ci-dessous :

Total des variations	▲ 1 092,7 \$
-----------------------------	---------------------

Actifs	3 juillet 2021		Variation des actifs d'un exercice à l'autre
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 939,9	(51,9)	
Placements (à court terme et à long terme)	821,2		464,4
Créances clients et autres débiteurs	572,4	(112,8)	
Stocks de marchandises	2 568,3		454,0

Total des variations	▲ 286,6 \$
-----------------------------	-------------------

Passifs	3 juillet 2021		Variation des passifs d'un exercice à l'autre
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 413,1		270,3
Emprunts à court terme	87,1	(301,8)	
Dette à long terme (tranche courante et à long terme)	4 266,7	(970,1)	
Dépôts (tranche courante et à long terme)	4 161,1		1 105,9

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	▼ 51,9 millions de dollars	Se reporter à la section 4.2 pour plus de détails.
Placements (à court terme et à long terme)	▲ 464,4 millions de dollars	Les placements ont augmenté puisque la Société a terminé le trimestre avec une situation de trésorerie excédentaire, tant dans le secteur Détail que dans le secteur Services Financiers.
Créances clients et autres débiteurs	▼ 112,8 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable à une baisse des créances des marchands découlant du calendrier des recouvrements auprès des marchands ainsi qu'à la diminution de la juste valeur des contrats dérivés de change à terme, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de la juste valeur des contrats dérivés sur actions.
Stocks de marchandises	▲ 454,0 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable aux investissements continus dans les articles non saisonniers et les articles pour le printemps et pour l'été chez Canadian Tire en raison de la demande anticipée des consommateurs pour le reste de l'exercice. L'incidence a été partiellement contrebalancée par les niveaux de stocks réduits de SportChek et d'Helly Hansen en raison de la forte croissance des ventes par rapport à l'exercice précédent.

Passifs		
Dettes fournisseurs et autres crédateurs	▲ 270,3 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du solde des crédateurs de SportChek et de Mark's, qui sont plus proches des niveaux enregistrés avant la pandémie, étant donné qu'au deuxième trimestre de 2020 les achats avaient été réduits en début de pandémie. L'augmentation est également attribuable à la hausse des charges à payer au titre de la rémunération fondée sur des actions en raison de la hausse du cours de l'action ainsi qu'à l'augmentation de la juste valeur d'un montant payable au titre des contrats dérivés de change à terme.
Emprunts à court terme	▼ 301,8 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable au remboursement partiel de papier commercial adossé à des actifs de Glacier et au remboursement d'un prêt à court terme par Helly Hansen.
Dettes à long terme (tranche courante et à long terme)	▼ 970,1 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable au remboursement de billets à terme de série 2020-1 de Glacier d'un montant de 700 millions de dollars et de billets à moyen terme de la Société d'un montant de 250 millions.
Dépôts (tranche courante et à long terme)	▲ 1 105,9 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable à la croissance des dépôts à vue.

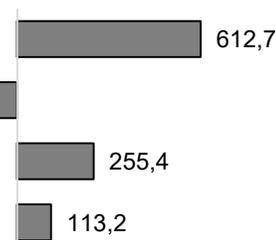
Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 3 juillet 2021 et la variation par rapport au 2 janvier 2021 sont présentés ci-dessous :

Total des variations	▲ 766,6 \$
-----------------------------	-------------------

Actifs	3 juillet 2021	
--------	----------------	--

Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 939,9	
Créances clients et autres débiteurs	572,4	(401,2)
Stocks de marchandises	2 568,3	
Créances sur prêts (tranche courante et à long terme)	5 604,7	

Variation de l'actif



Total des variations	▲ 536,9 \$
-----------------------------	-------------------

Passifs	3 juillet 2021	
---------	----------------	--

Dettes fournisseurs et autres crédateurs	2 413,1	(95,2)
Emprunts à court terme	87,1	(78,3)
Dépôts (tranche courante et à long terme)	4 161,1	

Variation du passif



Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	▲ 612,7 millions de dollars	Se reporter à la section 4.2 pour plus de détails.
Créances clients et autres débiteurs	▼ 401,2 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable à une baisse des créances des marchands découlant du calendrier des recouvrements auprès des marchands, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de la juste valeur des contrats dérivés sur actions.
Stocks de marchandises	▲ 255,4 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des niveaux de stocks de Canadian Tire afin de répondre à la demande des clients pour les articles saisonniers et non saisonniers. Mark's et Helly Hansen ont également contribué à l'augmentation des stocks, dans une moindre mesure que Canadian Tire, puisque leurs niveaux de stocks étaient plus bas que d'habitude à la fin de l'exercice 2020.
Créances sur prêts (tranche courante et à long terme)	▲ 113,2 millions de dollars	L'augmentation est attribuable à une réduction de la correction de valeur à l'égard des créances sur cartes de crédit de la Société, principalement en raison de la vigueur continue des mesures relatives au portefeuille et de la hausse des soldes de prêts aux marchands.
Passifs		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	▼ 95,2 millions de dollars	La baisse résulte principalement du calendrier des paiements effectués aux fournisseurs au cours de l'exercice, ainsi que du paiement des avantages du personnel à court terme.
Emprunts à court terme	▼ 78,3 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable au remboursement partiel de papier commercial adossé à des actifs de Glacier et au remboursement d'un prêt à court terme par Helly Hansen à sa banque.
Dépôts (tranche courante et à long terme)	▲ 651,4 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable à la croissance des dépôts à vue.

4.2 Sommaire des flux de trésorerie

La position de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, déduction faite de la dette bancaire, s'établissait à 1 939,9 millions de dollars au 3 juillet 2021. Le tableau suivant présente certains postes des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société pour les trimestres clos le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Variation
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	1 001,7 \$	1 339,1 \$	(337,4) \$
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(149,7)	(90,0)	(59,7)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(412,0)	299,3	(711,3)
Flux de trésorerie générés au cours de la période	440,0 \$	1 548,4 \$	(1 108,4) \$

(en millions de dollars canadiens)	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020	Variation
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	632,6 \$	1 192,0 \$	(559,4) \$
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(238,6)	(189,1)	(49,5)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	218,7	793,8	(575,1)
Flux de trésorerie générés au cours de la période	612,7 \$	1 796,7 \$	(1 184,0) \$

	T2 2021	Cumul annuel
Activités d'exploitation	<p>▼ Variation de 337,4 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> En excluant l'incidence des variations des créances sur prêts et de l'impôt payé, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 298,5 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation du bénéfice net. Au cours du deuxième trimestre de 2021, les créances sur prêts ont augmenté de 262 millions de dollars, comparativement à une diminution de 367,1 millions au deuxième trimestre de 2020, ce qui a donné lieu à une utilisation de la trésorerie de 630,0 millions d'un exercice à l'autre. De plus, les paiements d'impôt sur le résultat ont augmenté de 86,0 millions de dollars en raison de l'amélioration du bénéfice et du report de certains paiements d'impôt à l'exercice précédent. 	<p>▼ Variation de 559,4 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> En excluant l'incidence des variations des créances sur prêts et de l'impôt payé, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 542,9 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation du bénéfice net. Au cours du deuxième trimestre de 2021, les créances sur prêts ont augmenté de 113,2 millions de dollars, comparativement à une diminution de 742,7 millions au deuxième trimestre de 2020, ce qui a donné lieu à une utilisation de la trésorerie de 855,9 millions d'un exercice à l'autre. De plus, les paiements d'impôt sur le résultat ont augmenté de 245,4 millions de dollars en raison de l'amélioration du bénéfice et du report de certains paiements d'impôt à l'exercice précédent.
Activités d'investissement	<p>▲ Variation de 59,7 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement est principalement attribuable à la hausse des dépenses d'investissement, partiellement contrebalancée par le produit net de la cession d'immobilisations corporelles et d'actifs détenus en vue de la vente. 	<p>▲ Variation de 49,5 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement est attribuable à la hausse des dépenses d'investissement, partiellement contrebalancée par le produit net de la cession d'immobilisations corporelles et d'actifs détenus en vue de la vente.
Activités de financement	<p>▼ Variation de 711,3 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution des flux de trésorerie provenant des activités de financement est principalement attribuable à l'émission, en 2020, de titres d'emprunt visant à soutenir la situation de trésorerie de la Société au début de la pandémie. 	<p>▼ Variation de 575,1 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution des flux de trésorerie provenant des activités de financement est principalement attribuable à l'émission, en 2020, de titres d'emprunt visant à soutenir la situation de trésorerie de la Société au début de la pandémie, partiellement compensée par la croissance des dépôts à vue au cours de l'exercice.

4.3 Gestion du capital

Les objectifs en matière de gestion du capital de la Société consistent à assurer le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans opérationnels et stratégiques; le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital; la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

4.3.1 Contexte réglementaire de la Banque Canadian Tire

La BCT gère son capital conformément aux lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »). Les lignes directrices concernant le capital réglementaire du BSIF sont fondées sur le document du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire Basel III : A Global Regulatory Framework for More Resilient Banks and Banking Systems, qui est entré en vigueur au Canada le 1^{er} janvier 2013, et mesurent le capital par rapport au risque de crédit, au risque de marché et aux risques opérationnels. La Banque a mis en œuvre diverses politiques de gestion du capital, ainsi que des procédures et des contrôles concernant le capital, notamment le processus interne d'évaluation de la suffisance du capital, pour atteindre ses objectifs.

Les objectifs de la Banque sont les suivants :

- disposer d'un capital suffisant pour garder la confiance des investisseurs et des déposants;
- posséder une structure du capital appropriée, selon les évaluations effectuées à l'interne, au sens où l'entendent les organismes de réglementation et par rapport aux autres institutions financières.

Au deuxième trimestre de 2021, la BCT se conformait à toutes les lignes directrices concernant les fonds propres réglementaires du BSIF ainsi qu'aux cibles établies à l'interne dans le cadre du processus interne d'évaluation de la suffisance du capital et à toutes les clauses restrictives financières de sa convention de crédit bancaire.

4.4 Activités d'investissements

4.4.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de la Société pour les périodes closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
Immobilier	57,6 \$	12,5 \$	91,8 \$	49,0 \$
Technologies de l'information	30,9	14,5	52,6	29,5
Autres dépenses d'exploitation	25,6	13,5	30,7	22,8
Programme d'efficacité opérationnelle	14,7	11,5	27,0	19,7
Dépenses d'investissement liées à l'exploitation	128,8 \$	52,0 \$	202,1 \$	121,0 \$
Acquisitions et aménagements de CT REIT, excluant les ventes internes conclues avec la Société	24,6	6,6	28,1	47,6
Capacité de distribution	31,2	12,8	43,7	17,1
Total des dépenses d'investissement¹	184,6 \$	71,4 \$	273,9 \$	185,7 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

	T2 2021	Cumul annuel
Dépenses d'investissement totales	▲ 113,2 millions de dollars	▲ 88,2 millions de dollars
	<ul style="list-style-type: none"> Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'une hausse des dépenses liées à l'immobilier et aux TI. Le total des dépenses d'investissement a augmenté en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement liées à l'exploitation et des dépenses liées à la capacité de distribution, partiellement contrebalancée par la baisse des acquisitions de CT REIT par rapport au trimestre précédent. 	
	<p>Au cours de l'exercice précédent, la Société a pris des mesures afin de s'assurer une situation de trésorerie solide et une souplesse financière. Compte tenu de ces mesures, les dépenses d'investissement discrétionnaires ont été considérablement réduites. Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation pour le trimestre considéré ont augmenté de 12,7 millions de dollars par rapport à 2019, principalement en raison des dépenses liées au programme d'efficacité opérationnelle. Le total des dépenses d'investissement a augmenté de 58,1 millions de dollars par rapport à 2019, principalement en raison des dépenses liées à la capacité de distribution et de l'augmentation des dépenses d'investissement liées à l'exploitation.</p>	

Engagements en capital

La Société avait des engagements d'environ 334,4 millions de dollars au 3 juillet 2021 (2020 – 188,2 millions) liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4.5 Liquidités et financement

Puisqu'elle peut accéder à du capital de multiples sources, la Société maintient une solide position de liquidités. La Société, CT REIT et la BCT disposent de diverses sources de financement de rechange afin de s'assurer qu'elles ont accès au niveau de liquidités nécessaire pour réaliser les obligations financières et les initiatives clés de la Société.

Dans le contexte actuel sur les plans de l'économie, de l'exploitation et des marchés boursiers, on continue d'observer une importance accrue accordée aux liquidités et à la gestion du capital. La direction veille à maintenir un bilan solide et s'assure d'avoir un accès continu à du capital.

Au 3 juillet 2021

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	Services Financiers	CT REIT
Marges de crédit bancaire engagées	5 335,3 \$	2 785,3 \$	2 250,0 \$	300,0 \$
Moins : emprunts impayés	(37,1)	(37,1)	—	—
Moins : papier commercial libellé en dollars américains en cours	—	—	—	—
Moins : lettres de crédit en cours	(5,8)	—	—	(5,8)
Marges de crédit bancaire engagées disponibles	5 292,4 \$	2 748,2 \$	2 250,0 \$	294,2 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	2 584,3	426,5	2 154,7	3,1
Liquidités	7 876,7 \$	3 174,7 \$	4 404,7 \$	297,3 \$

La Société a terminé le trimestre avec de la trésorerie et des placements à court terme de 2,6 milliards de dollars, ainsi que des liquidités totalisant 7,9 milliards, soit 3,2 milliards, 4,4 milliards et 297,3 millions pour les secteurs Détail, Services Financiers et CT REIT, respectivement.

Sources de financement	
Marges de crédit bancaire engagées	<ul style="list-style-type: none"> • Consentie par un consortium de sept institutions financières canadiennes et trois institutions financières étrangères, une marge de crédit bancaire engagée de 1,975 milliard de dollars est mise à la disposition de la Société à des fins générales. Après la fin du trimestre, la date d'expiration de la marge de crédit bancaire engagée de la Société, d'un montant de 1,85 milliard de dollars, a été prorogée d'août 2024 à juillet 2026. La tranche restante de 125,0 millions de dollars expire en août 2024. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 3 juillet 2021. • Consentie par un consortium de cinq institutions financières canadiennes, une marge de crédit bancaire engagée de 710,0 millions de dollars est mise à la disposition de la Société à des fins générales et viendra à échéance le 30 juin 2022. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 3 juillet 2021. • Consentie par un consortium de sept institutions financières canadiennes, une marge de crédit bancaire engagée de 300,0 millions de dollars est mise à la disposition de CT REIT à des fins générales et viendra à échéance en décembre 2024. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 3 juillet 2021. • La Banque Scotia a consenti à la BCT une marge de crédit bancaire engagée non garantie de 250,0 millions de dollars arrivant à échéance en octobre 2022. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 3 juillet 2021. • Helly Hansen avait une marge de crédit bancaire engagée garantie de 350,0 millions NOK et une facilité d'affacturage de 350,0 millions NOK (toutes deux équivalant à 50,2 millions de dollars canadiens) qui ont été fournies par une banque norvégienne et qui arrivent à échéance en octobre 2022. Des emprunts équivalant à un total de 37,1 millions de dollars canadiens (258,4 millions NOK) étaient en cours en vertu de ces marges de crédit bancaire au 3 juillet 2021.
Facilités d'achat de billets de GCCT	<ul style="list-style-type: none"> • La Banque Scotia a consenti à la BCT des facilités d'achat de billets engagées de 2,0 milliards de dollars pour l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par GCCT, lesquelles arrivent à échéance en octobre 2022. GCCT avait un montant nominal dû en vertu de ces facilités de crédit au 3 juillet 2021.
Programmes de papier commercial	<ul style="list-style-type: none"> • Au 3 juillet 2021, GCCT avait du papier commercial adossé à des créances en cours pour un montant de 50,0 millions de dollars. • Au 3 juillet 2021, la Société n'avait aucun papier commercial libellé en dollars américains en cours.
Billets à moyen terme et débetures	<ul style="list-style-type: none"> • Au 3 juillet 2021, la Société avait des billets à moyen terme en cours pour un montant en capital total de 950,0 millions de dollars. • Au 3 juillet 2021, CT REIT avait des débetures de premier rang non garanties en cours d'un montant en capital total de 1,1 milliard de dollars. • La section 6.5 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société présente des détails additionnels sur les sources de financement.
Billets à terme de premier rang et subordonnés de GCCT	<ul style="list-style-type: none"> • Au 3 juillet 2021, GCCT avait des billets à terme de premier rang et subordonnés en cours d'un montant en capital total de 2,2 milliards de dollars. • La section 6.5 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société présente des détails additionnels sur les sources de financement.
Dépôts de CPG auprès de courtiers	<ul style="list-style-type: none"> • Les fonds continuent d'être facilement accessibles à la BCT par l'entremise des réseaux de courtiers. Au 3 juillet 2021, les dépôts de CPG de la BCT auprès de courtiers s'élevaient à 2 492,0 millions de dollars.
Dépôts de détail	<ul style="list-style-type: none"> • Les dépôts de détail se composent des dépôts à vue et des dépôts dans les CPG de détail de la BCT, qui sont offerts dans le cadre des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI ») ou non. Au 3 juillet 2021, les dépôts de détail de la BCT s'élevaient à 1 679,9 millions de dollars.

Notations du crédit

Le 13 avril 2021, DBRS Limited (« DBRS Morningstar ») a confirmé la notation d'émetteur et la notation des billets à moyen terme de la Société de BBB avec tendance stable. Le 15 juin 2021, Moody's Investors Service (« Moody's ») a confirmé la notation du papier commercial de la Société de Prime-2 (« P-2 »), avec une perspective stable. Aucune modification n'a été apportée aux notations du crédit de la Société, telles qu'elles sont présentées à la section 6.5 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société et à la section 4.5 du rapport de gestion du premier trimestre de 2021 de la Société.

4.5.1 Obligations contractuelles, garanties et engagements

Se reporter à la section 6.5.1 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société pour une description des obligations contractuelles au 2 janvier 2021. Les obligations contractuelles en cours n'ont connu aucun changement important par rapport à celles relevées à la fin de l'exercice, à part celles dont il est question dans le présent document. Au 3 juillet 2021, la Société était d'avis qu'elle avait la capacité de s'acquitter de ses obligations contractuelles.

Pour une analyse des garanties et des engagements importants de la Société, se reporter à la note 34 des états financiers consolidés de 2020 de la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux garanties et engagements susmentionnés est présentée à la note 5 des états financiers consolidés de 2020 de la Société. Les garanties et engagements n'ont connu aucun changement important par rapport à ceux relevés à la fin de l'exercice, à part ceux dont il est question dans le présent document.

5. Capitaux propres

5.1 Actions en circulation

(en millions de dollars canadiens)	3 juillet 2021	27 juin 2020	2 janvier 2021
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (2020 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
57 383 758 actions de catégorie A sans droit de vote (27 juin 2020 – 57 383 758; 2 janvier 2021 – 57 383 758)	603,9	589,9	596,8
	604,1 \$	590,1 \$	597,0 \$

Chaque année, la Société effectue une offre publique de rachat dans le cours normal des activités à la Bourse de Toronto (la « TSX »), qui lui permet de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote au moyen de transactions sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou de systèmes de négociation parallèles canadiens, s'ils sont admissibles, au cours du marché des actions au moment du rachat ou de toute autre façon permise en vertu des règles de la TSX et des lois en valeurs mobilières applicables. Les actions de catégorie A sans droit de vote rachetées par la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités retrouvent le statut d'actions autorisées et non émises. Les détenteurs de titres peuvent obtenir un exemplaire de l'avis sans frais en communiquant avec le secrétaire général de la Société.

Le 19 février 2021, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter un nombre maximal de 5,4 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2021 et le 1^{er} mars 2022. Depuis le début de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, des actions de catégorie A sans droit de vote ont été rachetées à des fins d'antidilution seulement.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

À l'heure actuelle, la Société a l'intention de seulement racheter des actions de catégorie A sans droit de vote à des fins d'antidilution en 2021.

5.2 Dividendes

Le ratio de distribution cible à long terme de la Société est d'environ 30 à 40 pour cent du bénéfice normalisé de l'exercice précédent, après avoir tenu compte de la situation de trésorerie et des besoins futurs en liquidités, des conditions des marchés boursiers et des occasions d'investissement à la fin de la période. Le ratio de distribution peut fluctuer pour un exercice donné en raison d'événements inhabituels ou non récurrents, comme l'incidence de la COVID-19 sur la Société.

Le 11 août 2021, le conseil d'administration de la Société a déclaré des dividendes payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires au taux de 1,175 \$ par action, payables le 1^{er} décembre 2021 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 octobre 2021. Le dividende est considéré comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt.

5.3 Contrats dérivés sur actions

La Société conclut des contrats dérivés sur actions pour compenser partiellement son exposition aux fluctuations des charges liées aux options sur actions et aux régimes d'octroi d'unités d'actions au rendement et d'unités d'actions différées. La Société utilise actuellement des contrats à livrer sur actions à taux variable.

Au cours du deuxième trimestre de 2021, 300 000 unités de contrats à terme de gré à gré sur actions qui couvraient des options sur actions et des unités d'actions au rendement ont été réglées et ont donné lieu à une entrée de trésorerie d'environ 30,8 millions de dollars. De nouveaux contrats à terme de gré à gré sur actions composés de 300 000 unités ont été conclus au deuxième trimestre de 2021 à un taux de couverture de 203,05 \$.

6. Questions fiscales

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement à l'état des vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées dans la section 8 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différerait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues. Pour une description des éventualités en matière fiscale de la Société, se reporter à la note 17 des états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le deuxième trimestre de 2021.

Pour la période de 13 semaines close le 3 juillet 2021, l'impôt sur le résultat a représenté une charge de 98,4 millions de dollars, comparativement à une charge de 6,0 millions à l'exercice précédent.

Pour la période de 26 semaines close le 3 juillet 2021, l'impôt sur le résultat a représenté une charge de 166,5 millions de dollars, comparativement à une économie de 3,3 millions à l'exercice précédent. L'augmentation de la charge d'impôt pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021 est principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice et à la hausse de la charge liée aux options sur actions non déductible au cours de ces périodes.

7. Méthodes et estimations comptables et mesures non conformes aux PCGR

7.1 Estimations comptables critiques

La Société estime certains des montants reflétés dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés en se servant de modèles financiers détaillés qui sont fondés sur des résultats antérieurs, des tendances actuelles et d'autres hypothèses. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction est d'avis que les estimations et les méthodes comptables présentées en détail aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés de 2020 de la Société n'exigent pas que la direction formule des hypothèses sur des questions comportant un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, aucune de ces estimations n'est considérée comme une « estimation comptable critique » telle qu'elle est définie dans l'annexe 51-102A1, Rapport de gestion, publiée par les Autorités canadiennes en matière de valeurs mobilières, à l'exception de la correction de valeur pour perte de valeur des créances du secteur Services Financiers.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés pourrait être importante de l'avis de la Société, y compris la portée des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les jugements et les estimations.

7.2 Changements de méthodes comptables

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Société a adopté la *Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)*, qui a été publiée en août 2020. Ces modifications ont trait aux questions soulevées lors de la mise en œuvre de la réforme des taux d'intérêt de référence (notamment les taux interbancaires offerts [« TIO »]), dans le cas où les TIO seraient remplacés par des taux de référence alternatifs.

En ce qui concerne les instruments financiers comptabilisés au coût amorti, les modifications prévoient une mesure de simplification, de sorte qu'advenant une variation des flux de trésorerie contractuels comme conséquence directe de la réforme des TIO qui soit équivalente sur le plan économique, la variation sera comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif, sans qu'aucun profit immédiat ou perte immédiate soit constaté. Au 3 juillet 2021, à l'exception des placements à court et à long terme d'un montant de 241,6 millions de dollars qui précisent la durée du taux offert en dollars canadiens (« CDOR ») sur trois mois, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers non dérivés de la Société aux TIO visés par la réforme n'était pas importante.

Les modifications prévoient également une mesure d'allègement temporaire qui permet aux relations de couverture de se poursuivre au moment du remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant par un taux d'intérêt de référence alternatif dans certaines conditions admissibles, y compris la modification de la désignation de couverture et de la documentation pour refléter le nouveau taux, et permettent de nouvelles relations de couverture qui entrent dans le champ d'application des modifications de la phase 2.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt relatif aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. La Société conclut également des instruments financiers dérivés de type swaptions qui procurent l'option de conclure un swap de taux d'intérêt dans le cadre de la stratégie de la Société visant à gérer son exposition au risque de taux d'intérêt quant aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. Lorsque la comptabilité de couverture peut s'appliquer, la Société comptabilise ces dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Dans le cadre de la réforme des TIO, le taux CDOR pourrait être abandonné, faire l'objet de changements de méthodologie ou devenir indisponible. Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au taux CDOR.

Au cours du premier trimestre, la Société a adhéré à l'International Swaps and Derivatives Association Fallbacks Protocol (« protocole de l'ISDA »). Le protocole de l'ISDA prévoit des clauses de substitution spécifiques selon que le TIO pertinent a été abandonné de façon permanente ou qu'il est temporairement indisponible. Ce protocole fournit un mécanisme de modification efficace permettant aux contreparties qui y adhèrent mutuellement d'intégrer ces clauses de substitution dans les anciens contrats dérivés.

Les méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société continuent de s'appliquer pour les éléments de comptabilité de couverture qui ne sont pas visés par les modifications et pour les couvertures qui ne sont pas directement concernées par la réforme des TIO.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice se clôturant le 1^{er} janvier 2022 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17 afin de répondre à des préoccupations et à des enjeux liés à la mise en œuvre cernés après la publication d'IFRS 17 en 2017. Ces modifications comprenaient également le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

Amélioration des informations à fournir sur les méthodes comptables et clarification de la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables (modifications à IAS 1 et à IAS 8)

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à portée limitée à IAS 1, *Présentation des états financiers* (« IAS 1 »), à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 à l'égard des jugements concernant l'importance relative (IFRS Practice Statement 2 Making Materiality Judgements) et à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* (« IAS 8 »).

Les modifications à IAS 1 exigent des sociétés qu'elles présentent toutes leurs méthodes comptables importantes, plutôt que leurs principales méthodes comptables. Les modifications apportées à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 fournissent des directives sur la façon d'appliquer le concept d'importance relative aux informations à fournir sur les méthodes comptables.

Les modifications à IAS 8 clarifient la façon dont les sociétés devraient faire la distinction entre les changements de méthodes comptables et les changements d'estimations comptables. Cette distinction est importante parce que les changements d'estimations comptables sont appliqués de façon prospective uniquement aux transactions futures et aux autres événements futurs, mais les changements de méthodes comptables sont généralement appliqués de façon rétrospective aux transactions passées et aux autres événements passés.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique (modifications à IAS 12)

En mai 2021, l'IASB a publié des modifications ciblées à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, afin de préciser la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur des transactions telles que les contrats de location et les obligations de démantèlement. Dans certaines circonstances, les sociétés sont exemptées de l'impôt différé lorsqu'elles comptabilisent des actifs ou des passifs pour la première fois. Auparavant, il y avait une certaine incertitude quant à savoir si l'exemption s'appliquait aux transactions comme les contrats de location et les obligations de démantèlement, pour lesquelles les sociétés comptabilisent à la fois un actif et un passif. Les modifications précisent que l'exemption ne s'applique pas et que les sociétés sont tenues de comptabiliser l'impôt différé sur ces transactions. Les modifications visent à réduire la diversité dans la présentation de l'impôt différé au titre des contrats de location et des obligations de démantèlement. Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence potentielle de la modification.

7.3 Mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR

La Société utilise certaines mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR et elle estime que celles-ci fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de la Société, pour les raisons suivantes.

7.3.1 Mesures clés de performance opérationnelle

Ventes au détail

Les ventes au détail font référence à la valeur au point de vente de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands, les franchisés Mark's et SportChek, les détaillants de la Division pétrolière et dans les succursales de toutes les enseignes, et des services fournis dans le cadre de l'offre des Services résidentiels ainsi que des biens vendus par l'entremise des réseaux de vente en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société. Les ventes des enseignes du secteur Détail sont décrites dans les notes de bas de page du tableau figurant à la section 3.2.2 du présent rapport de gestion. Les ventes au détail excluent les ventes au détail d'Helly Hansen dans ses magasins de détail.

La direction est d'avis que les ventes au détail et les données de comparaison d'un exercice à l'autre fournissent des informations utiles aux investisseurs, qui s'attendent à obtenir ces informations et s'y réfèrent en vue d'évaluer la taille et la vitalité financière du réseau de magasins de détail de la Société. Ces mesures servent également d'indication de la solidité de la marque de la Société, ce qui a finalement une incidence sur sa performance financière consolidée.

Ventes comparables

Les ventes comparables sont une mesure utilisée par la direction et qui est également communément utilisée dans le secteur du commerce de détail pour déterminer la croissance des ventes générées par le réseau de magasins existants et éliminer l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins au cours de la période. Le calcul comprend les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins un an et une semaine et les ventes de commerce électronique. Pour l'exercice en cours, la croissance des ventes comparables et la croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables ont été calculées en alignant le calendrier de l'exercice 2020 sur le calendrier de l'exercice 2021 (à savoir que les ventes de la première semaine de 2021 ont été comparées avec les ventes de la deuxième semaine de 2020) et tiennent compte des ventes des magasins qui ont été temporairement fermés. Les ventes comparables de l'exercice précédent ne tiennent pas compte des ventes réalisées au cours de la période pendant laquelle les magasins ont été temporairement fermés. La Société examine également les ventes comparables consolidées, qui comprennent les ventes comparables de Canadian Tire (incluant PartSource, PHL et Party City), de SportChek et de Mark's, mais excluent les ventes comparables de la Division pétrolière et d'Helly Hansen. Les ventes comparables et la croissance des ventes au détail de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites plus en détail à la section 3.2.2 du présent rapport de gestion.

Ventes par pied carré

La direction et les investisseurs ont recours à la comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes afin de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société rend plus productive l'utilisation des actifs existants. Les ventes par pied carré de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites à la section 3.2.2 du présent rapport de gestion.

Rendement du capital investi dans les activités de détail

La Société estime que le rendement du capital investi dans les activités de détail est utile pour évaluer le rendement du capital investi dans ses actifs de détail. Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé en divisant le bénéfice tiré des activités de détail par le capital investi dans les activités de détail. Le bénéfice tiré des activités de détail est défini comme étant le bénéfice après impôt du secteur Détail sur les 12 derniers mois, excluant les charges d'intérêts, la dotation à l'amortissement liée aux contrats de location, le bénéfice intersectoriel et tout élément de normalisation. Le capital investi dans les activités de détail est défini comme étant le total des actifs du secteur Détail, moins les dettes fournisseurs et charges à payer et les soldes intersectoriels du secteur Détail selon une moyenne des quatre derniers trimestres.

En 2021, la Société a mis à jour son calcul afin d'inclure les actifs au titre de droits d'utilisation dans le capital investi, plutôt que les contrats de location simple inscrits à l'actif en fonction d'un facteur de huit en vertu de la définition précédente. La direction a retraité la mesure présentée précédemment aux fins de comparabilité du rendement du capital investi dans les activités de détail afin que sa présentation soit conforme à celle du calcul de l'exercice en cours. De nombreuses méthodes existent pour calculer le rendement du capital investi dans les activités de détail, et la méthode adoptée par la Société pour calculer le rendement du capital investi dans les activités de détail pourrait différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés. Par conséquent, la Société a présenté les détails du calcul dans la section suivante à des fins de comparaison.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020
Bénéfice avant impôt normalisé tiré des activités de détail	1 273,5 \$	400,7 \$
Moins :		
Ajustements intersociétés ¹	(192,5)	(194,1)
Ajouter :		
Charges d'intérêts ²	262,7	301,7
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	528,4	509,6
Taux d'imposition effectif normalisé lié aux activités de détail	28,6 %	27,1 %
Impôt	(534,6)	(275,8)
Bénéfice tiré des activités de détail	1 337,5 \$	742,1 \$
Actifs de détail ²	15 320,0	15 197,1
Moins :		
Ajustements intersociétés ¹	(3 405,2)	(3 417,8)
Dettes fournisseurs et charges à payer ³	(2 461,7)	(2 254,2)
Capital investi dans les activités de détail	9 453,1 \$	9 525,1 \$
Rendement du capital investi dans les activités de détail	14,1 %	7,8 %

1. Les ajustements intersociétés comprennent le bénéfice intersociétés reçu de CT REIT, qui est inclus dans le secteur Détail, et les placements intersociétés effectués par le secteur Détail dans CT REIT et par les Services Financiers Canadian Tire.

2. Exclut Franchise Trust.

3. Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les dettes fournisseurs et autres crédettes, les passifs dérivés à court terme, les provisions à court terme et l'impôt à payer.

Rendement des créances

Le rendement des créances est utilisé par la direction pour évaluer la rentabilité de l'ensemble du portefeuille de créances des Services Financiers. Le rendement des créances est calculé au moyen de la division du bénéfice avant impôt et des profits/pertes à la cession d'immobilisations corporelles par le total du portefeuille géré moyen sur 12 mois.

7.3.2 Mesures financières non conformes aux PCGR

BAIIA normalisé consolidé ajusté pour tenir compte des charges locatives, BAIIA normalisé et BAIIA

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice consolidé avant impôt, charges financières nettes, amortissements et certains éléments de normalisation non récurrents normalisés, soit le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, respectivement, avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté le BAIIA pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, qui comprennent la marge brute normalisée et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ainsi que des ajustements pour tenir compte d'une estimation des charges locatives, servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris ses dépenses d'investissement.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives	501,2 \$	167,1 \$	900,1 \$	323,5 \$
Ajouter :				
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	72,7	70,5	143,3	140,2
Charges financières nettes liées aux contrats de location	21,4	23,4	43,5	47,5
BAIIA normalisé	595,3 \$	261,0 \$	1 086,9 \$	511,2 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	6,8	6,3	15,5	13,8
BAIIA	588,5 \$	254,7 \$	1 071,4 \$	497,4 \$
Moins :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ¹	102,1	106,5	202,6	208,4
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	72,7	70,5	143,3	140,2
Charges financières nettes, autres que celles liées aux contrats de location	34,8	46,0	70,0	90,1
Charges financières nettes liées aux contrats de location	21,4	23,4	43,5	47,5
Bénéfice avant impôt	357,5 \$	8,3 \$	612,0 \$	11,2 \$
Charge (économie) d'impôt	98,4	6,0	166,5	(3,3)
Bénéfice net	259,1 \$	2,3 \$	445,5 \$	14,5 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	35,5	22,3	70,1	47,8
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire	223,6 \$	(20,0) \$	375,4 \$	(33,3) \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021 se sont chiffrés à 4,1 millions de dollars (2020 – 3,2 millions) et à 8,0 millions (2020 – 6,3 millions), respectivement.

BAIIA normalisé consolidé ajusté pour tenir compte des charges locatives, BAIIA normalisé et BAIIA du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, charges financières nettes, amortissements et certains éléments de normalisation non récurrents normalisés du secteur Détail, soit le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, respectivement, avec le bénéfice avant impôt, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté le BAIIA pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, qui comprennent la marge brute normalisée et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ainsi que des ajustements pour tenir compte d'une estimation des charges locatives, servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris ses dépenses d'investissement.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives	293,8 \$	31,1 \$	481,5 \$	25,9 \$
Ajouter :				
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	134,1	128,7	266,1	257,7
Charges financières nettes liées aux contrats de location	52,1	55,4	105,5	112,4
BAIIA normalisé	480,0 \$	215,2 \$	853,1 \$	396,0 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	6,8	6,3	15,5	13,8
BAIIA	473,2 \$	208,9 \$	837,6 \$	382,2 \$
Moins :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ¹	83,1	87,7	163,9	171,8
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	134,1	128,7	266,1	257,7
(Produits financiers nets) charges financières nettes, autres que ceux liés aux contrats de location	(4,7)	3,3	(9,0)	6,1
Charges financières nettes liées aux contrats de location	52,1	55,4	105,5	112,4
Bénéfice (perte) avant impôt	208,6 \$	(66,2) \$	311,1 \$	(165,8) \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021 se sont chiffrés à 4,1 millions de dollars (2020 – 3,2 millions) et à 8,0 millions (2020 – 6,3 millions), respectivement.

Marge brute normalisée

Le tableau suivant présente un rapprochement de la marge brute normalisée avec la marge brute, qui est une mesure supplémentaire définie par les PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel 2021	Cumul annuel 2020
Marge brute normalisée	1 346,7 \$	940,7 \$	2 533,1 \$	1 879,9 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	1,7	—	1,7	—
Marge brute	1 345,0 \$	940,7 \$	2 531,4 \$	1 879,9 \$

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives, et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés, avec les frais de vente, généraux et administratifs, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté les frais de vente, généraux et administratifs pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail de la Société. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives	858,8 \$	744,0 \$	1 667,0 \$	1 538,5 \$
Ajouter :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	98,0	103,3	194,6	202,1
Moins :				
Charges financières nettes liées aux contrats de location	21,4	23,4	43,5	47,5
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	935,4 \$	823,9 \$	1 818,1 \$	1 693,1 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	5,1	6,3	13,8	13,8
Frais de vente, généraux et administratifs	940,5 \$	830,2 \$	1 831,9 \$	1 706,9 \$

Marge brute normalisée du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement de la marge brute normalisée du secteur Détail avec la marge brute du secteur Détail, qui est une mesure supplémentaire définie par les PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	2021	2020
Marge brute normalisée du secteur Détail	1 118,4 \$	793,7 \$	2 078,7 \$	1 567,0 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	1,7	—	1,7	—
Marge brute du secteur Détail	1 116,7 \$	793,7 \$	2 077,0 \$	1 567,0 \$

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail ajustés pour tenir compte des charges locatives

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail ajustés pour tenir compte des charges locatives, et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail, avec les frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté les frais de vente, généraux et administratifs pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés, ajustés pour tenir compte des charges locatives et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives	876,3 \$	764,7 \$	1 701,4 \$	1 581,9 \$
Ajouter :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	79,0	84,5	155,9	165,5
Moins :				
Charges financières nettes liées aux contrats de location	52,1	55,4	105,5	112,4
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	903,2 \$	793,8 \$	1 751,8 \$	1 635,0 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	5,1	6,3	13,8	13,8
Frais de vente, généraux et administratifs	908,3 \$	800,1 \$	1 765,6 \$	1 648,8 \$

Bénéfice net normalisé

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net normalisé et du bénéfice net, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020. La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net, une mesure conforme aux PCGR, est une méthode utile permettant d'évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
Bénéfice net normalisé	264,1 \$	6,9 \$	456,9 \$	24,6 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	5,0	4,6	11,4	10,1
Bénéfice net	259,1 \$	2,3 \$	445,5 \$	14,5 \$

Bénéfice net normalisé attribuable aux actionnaires et bénéfice net par action normalisé

La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société et le BPA de base, qui sont des mesures conformes aux PCGR, pour ces éléments non liés à l'exploitation est une méthode utile permettant d'évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société normalisé et du BPA de base et dilué normalisé avec les mesures conformes aux PCGR correspondantes.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T2 2021		T2 2020		Cumul annuel		Cumul annuel	
	BPA	BPA	BPA	BPA	BPA	BPA	BPA	BPA
Bénéfice net/BPA de base	223,6 \$	3,68 \$	(20,0) \$	(0,33) \$	375,4 \$	6,17 \$	(33,3) \$	(0,55) \$
Ajout de l'incidence après impôt des éléments suivants, attribuables aux actionnaires de la Société :								
Programme d'efficacité opérationnelle	5,0	0,08	4,6	0,08	11,4	0,18	10,1	0,17
Bénéfice net (perte nette) normalisé/BPA de base normalisé	228,6 \$	3,76 \$	(15,4) \$	(0,25) \$	386,8 \$	6,35 \$	(23,2) \$	(0,38) \$
Bénéfice net (perte nette) normalisé/BPA dilué normalisé	228,6 \$	3,72 \$	(15,4) \$	(0,25) \$	386,8 \$	6,29 \$	(23,2) \$	(0,38) \$

Dette nette ajustée

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de la dette nette ajustée avec les mesures conformes aux PCGR. La Société est d'avis que la dette nette ajustée est pertinente pour évaluer le montant du levier financier utilisé.

Au 3 juillet 2021

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	Services Financiers	CT REIT
Dette nette consolidée				
Dépôts à court terme	2 055,9 \$	— \$	2 055,9 \$	— \$
Dépôts à long terme	2 105,2	—	2 105,2	—
Emprunts à court terme	87,1	37,1	50,0	—
Tranche courante de la dette à long terme	150,4	—	—	150,4
Dette à long terme	4 116,3	951,2	2 178,6	986,5
Dette	8 514,9	988,3	6 389,7	1 136,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme ¹	(2 584,3)	(426,4)	(2 154,8)	(3,1)
Placements à long terme ¹	(176,8)	—	(176,8)	—
Dette nette	5 753,8	561,9	4 058,1	1 133,8
Dette intersociétés	—	(1 566,3)	73,5	1 492,8
Dette nette ajustée	5 753,8 \$	(1 004,4) \$	4 131,6 \$	2 626,6 \$

1. Comprend des réserves réglementaires.

Au 27 juin 2020

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	Services Financiers	CT REIT
Dette nette consolidée				
Dépôts à court terme	827,4 \$	— \$	827,4 \$	— \$
Dépôts à long terme	2 227,8	—	2 227,8	—
Emprunts à court terme	388,9	92,7	296,2	—
Tranche courante de la dette à long terme	900,4	250,0	500,0	150,4
Dette à long terme	4 336,4	951,0	2 398,3	987,1
Dette	8 680,9	1 293,7	6 249,7	1 137,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme ^{1, 2}	(2 193,8)	(144,9)	(2 022,9)	(26,0)
Placements à long terme ^{1, 2}	(154,8)	—	(154,8)	—
Dette nette	6 332,3	1 148,8	4 072,0	1 111,5
Dette intersociétés ²	—	(1 515,7)	64,1	1 451,6
Dette nette ajustée	6 332,3 \$	(366,9) \$	4 136,1 \$	2 563,1 \$

1. Comprend des réserves réglementaires.

2. Les chiffres de la période précédente ont été retraités afin de refléter la présentation de l'exercice en cours.

Mesures financières de CT REIT non conformes aux PCGR

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net s'entend des produits locatifs ayant un effet de trésorerie tirés des immeubles de placement moins les charges d'exploitation liées aux immeubles. Le bénéfice d'exploitation net est utilisé comme un indicateur clé de la performance, puisqu'il s'agit d'une mesure des activités d'exploitation des biens immobiliers sur laquelle la direction exerce un contrôle.

CT REIT évalue sa performance en comparant le rendement du portefeuille, ajusté pour tenir compte de l'incidence des éléments non liés à l'exploitation et des acquisitions pendant l'exercice en cours.

Le tableau suivant présente le lien entre le bénéfice d'exploitation net et les produits tirés des immeubles ainsi que les charges liées aux immeubles, calculés conformément aux PCGR, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat et du résultat global de CT REIT.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
Produits tirés des immeubles	129,6 \$	125,5 \$	259,5 \$	252,3 \$
Moins :				
Charges liées aux immeubles	27,7	28,5	56,9	57,4
Produits locatifs comptabilisés de manière linéaire	1,5	2,8	3,2	5,4
Bénéfice d'exploitation net	100,4 \$	94,2 \$	199,4 \$	189,5 \$

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

CT REIT calcule ses flux de trésorerie liés aux opérations et ses flux de trésorerie liés aux opérations ajustés conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada sur les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour les normes IFRS, qui a été publié en février 2019. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ne devraient pas être considérés comme des mesures de substitution au bénéfice net ou aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation calculés conformément aux normes IFRS.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations fournissent une mesure de la performance opérationnelle qui, dans le cadre d'une comparaison d'une période à l'autre, illustre l'incidence sur l'exploitation des tendances en matière de taux d'occupation, de taux de location, de charges d'exploitation et d'impôts fonciers, des activités d'acquisition et des charges d'intérêts, et offrent une perspective à l'égard de la performance financière que ne révèle pas nécessairement le bénéfice net établi conformément aux normes IFRS. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajoutent des éléments au bénéfice net qui ne découlent pas des activités d'exploitation, comme les ajustements de la juste valeur. Cependant, les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent les produits sans effet sur la trésorerie relatifs à la comptabilisation des produits locatifs calculés de manière linéaire et ne présentent aucune déduction au titre des dépenses d'investissement récurrentes nécessaires au maintien des flux de rentrées existants.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure supplémentaire du bénéfice économique récurrent utilisée dans le secteur immobilier pour évaluer la capacité de distribution d'une entité. CT REIT calcule les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés en ajustant le bénéfice net en fonction de tous les ajustements utilisés pour calculer les flux de trésorerie liés aux opérations, ainsi que des ajustements pour tenir compte d'éléments des produits et des charges sans effet sur la trésorerie comme l'amortissement des produits locatifs comptabilisés de manière linéaire. Le bénéfice net est également ajusté au moyen d'une réserve servant à préserver la capacité de production nécessaire au maintien de l'infrastructure des immeubles et des produits tirés des immeubles, de même que des coûts de location directs. Les dépenses d'investissement liées aux immeubles ne sont pas engagées uniformément au cours de l'exercice ni d'un exercice à l'autre. Les réserves au titre des dépenses d'investissement dont on tient compte dans le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés visent à refléter un niveau de dépenses annuelles moyen.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, tel qu'il est présenté dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020, et des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2021	T2 2020	Cumul annuel T2 2021	Cumul annuel T2 2020
Bénéfice avant impôt	178,6 \$	62,0 \$	253,2 \$	105,2 \$
(Profit) perte à la juste valeur	(106,5)	4,9	(110,8)	29,1
Impôt différé	(0,1)	(0,4)	0,5	0,7
Paiements sur le capital des contrats de location liés aux actifs au titre de droits d'utilisation	(0,4)	(0,1)	(0,6)	(0,3)
Juste valeur des attributions de titres de capitaux propres	0,1	0,7	0,4	(0,9)
Charges liées à la location interne	0,2	0,2	0,4	0,3
Flux de trésorerie liés aux opérations	71,9 \$	67,3 \$	143,1 \$	134,1 \$
Ajustement des produits locatifs tirés des immeubles comptabilisés de manière linéaire	(1,5)	(2,8)	(3,2)	(5,4)
Réserve au titre des dépenses d'investissement	(6,2)	(5,9)	(12,4)	(12,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	64,2 \$	58,6 \$	127,5 \$	116,6 \$

8. Principaux risques et gestion des risques

La Société est régulièrement exposée à un certain nombre d'occasions et de risques dans le cours normal de ses activités. La gestion efficace des risques est une priorité clé pour la Société afin de soutenir la réalisation de ses stratégies et de ses objectifs d'affaires. La Société a par conséquent adopté un cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE ») aux fins de l'identification, de l'évaluation, de la surveillance, de l'atténuation et de la communication des principaux risques. Le cadre de GRE est conçu pour :

- protéger la Société et sa réputation;
- soutenir la réalisation des objectifs stratégiques de la Société;
- préserver et accroître la valeur pour les actionnaires;
- soutenir la planification et l'exploitation des activités en offrant un point de vue interfonctionnel de la gestion des risques, intégré dans les processus de planification stratégique et de présentation de l'information de toutes les sphères d'activités.

La Société œuvre en faveur d'une culture de gestion des risques solide en favorisant un ensemble commun de valeurs, de croyances, de connaissances et de compréhension à l'égard des risques. Cette culture est essentielle au soutien du cadre de GRE et d'une gouvernance des risques efficace dans l'ensemble de la Société.

Se reporter à la section 10 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société pour obtenir de plus amples renseignements sur le cadre de GRE de la Société et pour une analyse plus détaillée des risques.

9. Contrôles et procédures

Les renseignements détaillés sur les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière sont présentés à la section 11 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société.

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 3 juillet 2021, il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

10. Responsabilité environnementale et sociale

10.1 Aperçu

S'alignant sur les efforts déployés à l'échelle mondiale et au Canada pour lutter contre les changements climatiques, la Société s'est fixé des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (« GES ») et a réalisé des progrès en ce qui a trait à la mise en œuvre d'initiatives de développement durable visant à réduire la consommation d'énergie et les déchets, ainsi qu'à l'utilisation de matériaux plus durables dans ses articles. Pour plus de détails sur la stratégie de la Société en matière de développement durable, se reporter à la section 2.8 de la notice annuelle de 2020. Un exemplaire du Rapport de durabilité est disponible à l'adresse <https://corp.canadiantire.ca/French/durabilite/default.aspx>.

La Société soutient diverses causes sociales, mais la principale bénéficiaire est la Fondation Bon départ de Canadian Tire. Pour plus de détails sur l'engagement de la Société à l'égard de diverses causes sociales visant à améliorer le contexte social pour les Canadiens, se reporter à la section 2.8 de la notice annuelle de 2020. Veuillez consulter le site de Bon départ pour plus d'information : <http://bondepart.canadiantire.ca/>.

11. Événement postérieur à la date de clôture

Le 28 juillet 2021, la Société a acquis une participation minoritaire dans Ashcroft Terminal Ltd., un terminal intérieur de transbordement et de stockage de 320 acres situé à un endroit stratégique, à l'intersection des réseaux ferroviaires de Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée et de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, en Colombie-Britannique. L'investissement de 40 millions de dollars permettra d'accroître la souplesse de notre chaîne d'approvisionnement et de favoriser les économies à long terme, en assurant la capacité nécessaire à nos besoins futurs en matière de transport ferroviaire et en augmentant le stockage de marchandises en Colombie-Britannique.

12. Déclarations prospectives et autres communications aux investisseurs

Mise en garde relative aux déclarations prospectives

Le présent document contient des déclarations de nature prospective qui sont fondées sur les attentes actuelles de la direction quant à diverses questions, comme la performance financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société. Les déclarations prospectives décrites ou intégrées par renvoi dans le présent document comprennent, sans s'y limiter, les affirmations concernant les éléments suivants :

- le programme d'efficacité opérationnelle de la Société, y compris l'objectif en matière d'économies annualisées, à la section 3.1.1;
- l'intention de la Société quant au rachat de ses actions sans droit de vote de catégorie A, à la section 5.1.

Les déclarations prospectives fournissent de l'information sur les attentes et les projets actuels de la direction et de permettre aux investisseurs et aux autres lecteurs de mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et le contexte opérationnel anticipés de la Société. Les lecteurs sont prévenus que ces renseignements pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Certaines déclarations ne portant pas sur des faits historiques qui figurent dans le présent document, y compris, mais sans s'y limiter, les déclarations ayant trait aux attentes actuelles de la direction en ce qui concerne les résultats et les perspectives futurs possibles ou hypothétiques, les objectifs et priorités stratégiques de la Société, ses actions et leurs résultats, de même que les perspectives économiques et commerciales pour la Société, peuvent constituer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives sont souvent, mais pas toujours, signalées par des mots tels que « pouvoir », « supposer », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « planifier », « perspective », « prévision », « anticiper », « aspirer », « prévoir », « continuer », « en cours » ou la forme négative de ces mots ou par des variantes similaires. Les déclarations prospectives reposent sur des hypothèses posées, des analyses ou des estimations faites et des avis et des opinions donnés par la direction à la lumière de son expérience et selon sa perception des tendances, de la situation actuelle et des faits futurs prévus ainsi que d'autres facteurs qu'elle estime appropriés et raisonnables à la date à laquelle ces déclarations sont faites.

Par leur nature, les déclarations prospectives obligent la direction à poser des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes intrinsèques, ce qui pourrait faire en sorte que les hypothèses, les analyses, les estimations, les avis et les opinions de la Société soient incorrects et que les attentes et les plans de la Société ne se réalisent pas. Les hypothèses importantes et les avis de la direction, qui pourraient s'avérer inexacts, comprennent, sans s'y limiter, la durée et l'incidence de la COVID-19, y compris les mesures adoptées par les autorités gouvernementales ou publiques en réaction à la pandémie, l'efficacité de certaines mesures de performance, les conditions actuelles et futures en matière de concurrence et la position de la Société dans le contexte concurrentiel, les capacités fondamentales de la Société et les attentes quant à la capacité de la Société à disposer de liquidités suffisantes pour répondre à ses obligations contractuelles. Les attentes de la direction quant au programme d'efficacité opérationnelle sont fondées sur certaines hypothèses liées aux économies de coût et aux gains d'efficacité opérationnelle anticipés. Bien que la Société estime que l'information prospective présentée dans ce document repose sur des renseignements, des hypothèses et des avis qui sont actuels, raisonnables et complets, une telle information est nécessairement assujettie à un certain nombre de facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes et des plans de la direction qui y sont exprimés. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société et dont elle peut difficilement prédire les répercussions, comprennent : a) le risque de crédit, le risque de marché, le risque de change, les risques opérationnels, le risque de liquidité et le risque de financement, y compris les changements de la conjoncture et les variations des taux d'intérêt et des taux d'imposition; b) la capacité de la Société à attirer et à conserver des dirigeants et des employés pour toutes ses entreprises, des marchands, des détaillants de la Division pétrolière de Canadian Tire, ainsi que des franchisés Mark's et SportChek de grande qualité, ainsi que les ententes financières de la Société avec eux; c) la croissance de certaines activités et de certains secteurs du marché et la volonté des clients d'effectuer leurs achats dans les magasins de la Société ou de se procurer des articles de ses marques maison et ses produits et services financiers; d) les marges et les ventes de la Société et celles de ses concurrents; e) les préférences et les attentes changeantes des consommateurs envers le commerce électronique, la vente au détail en ligne et l'arrivée de nouvelles technologies; f) les effets possibles sur nos activités de conflits internationaux, des contextes politiques et d'autres faits nouveaux, notamment les changements concernant ou touchant les questions économiques et commerciales ainsi que l'écllosion de contagions et de maladies pandémiques; g) les risques et les incertitudes liés à la gestion de l'information, aux technologies, aux cybermenaces, à la gestion et à l'aménagement de biens, aux risques liés à l'environnement, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la sécurité des produits, à la concurrence, à la saisonnalité, aux conditions météorologiques, aux changements climatiques, aux prix des marchandises et à la continuité des activités; h) les relations de la Société avec les marchands, les franchisés, les fournisseurs, les fabricants, les partenaires et les autres tiers; i) les modifications aux lois, aux règles, aux règlements et aux politiques applicables aux activités de la Société; j) le risque d'atteinte à la réputation et à la marque de la Société; k) le coût de l'expansion du réseau de magasins et des conversions; l) la structure du capital, la stratégie de financement, le programme de contrôle des coûts et le cours des actions de la Société; m) la capacité de la Société à obtenir toutes les approbations réglementaires requises; n) la capacité de la Société à conclure toute acquisition proposée; et o) la capacité de la Société à réaliser les avantages et les synergies attendus de ses acquisitions. En ce qui concerne les déclarations à l'égard du programme d'efficacité opérationnelle de la Société, ces facteurs comprennent aussi : a) la possibilité que la Société ne réalise pas les économies annualisées ciblées; b) la possibilité que le programme entraîne des répercussions inattendues sur la performance globale; c) la possibilité que les coûts non récurrents et les dépenses d'investissement liés au programme soient plus importants que prévu; et d) la possibilité que la Société ne réalise pas la récupération attendue dans le délai anticipé pour les indemnités de départ, les coûts liés à la fermeture de magasins et les autres charges connexes enregistrés. La direction signale que la liste de facteurs et d'hypothèses qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société. Les investisseurs et les autres lecteurs sont priés de tenir compte des risques, des incertitudes, des facteurs et des hypothèses susmentionnés au moment d'évaluer les déclarations prospectives et sont prévenus de ne pas se fier indûment à celles-ci.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent des attentes actuelles, se reporter à la section 10 (Risques clés et gestion des risques) du rapport de gestion annuel de 2020 et à toutes les sous-sections qui s'y rapportent, ainsi qu'aux autres documents publics déposés par la Société, disponibles sur le site de SEDAR (Système d'analyse et de recherche électroniques), aux adresses www.sedar.com et <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>.

L'information prospective présentée dans ce document reflète certains facteurs et hypothèses à la date des présentes. Elle ne tient pas compte de l'incidence des transactions, des éléments non récurrents, ni des autres éléments inhabituels annoncés ou survenus après la date de présentation de ces déclarations sur les activités de la Société. La Société ne s'engage pas à mettre à jour quelque énoncé prospectif que ce soit, verbal ou écrit, qu'elle peut formuler à l'occasion ou qui peut être fait en son nom, pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour un autre motif, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport de gestion ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie de ce rapport de gestion et n'est pas intégrée par renvoi dans le présent rapport de gestion. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information, et à aucune autre fin.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

Engagement en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs

La Société s'efforce de respecter des normes élevées en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs, et ses méthodes de publication de l'information financière ont été reconnues comme exemplaires. Reflet de l'engagement de la Société à fournir une information intégrale et transparente, la section Investisseurs du site Web de la Société, à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>, fournit toute l'information pertinente pour les investisseurs, notamment les documents suivants :

- le rapport aux actionnaires;
- la notice annuelle;
- la circulaire d'information de la direction;
- les rapports trimestriels;
- les fiches d'information trimestrielles et autres renseignements supplémentaires;
- les documents de référence sur les changements apportés à la présentation de l'information de la Société;
- les conférences téléphoniques diffusées sur le Web (archivées pendant un an).

Le rapport aux actionnaires, la notice annuelle, la circulaire d'information de la direction et les états financiers trimestriels et les rapports de gestion de la Société sont également disponibles à l'adresse www.sedar.com.

Pour communiquer avec le service des relations avec les investisseurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@cantire.com.

Le 11 août 2021

LA SOCIÉTÉ CANADIAN TIRE LIMITÉE
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2021

Index des états financiers et notes annexes

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)	52
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)	53
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)	54
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité).....	55
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité).....	56

NOTES ANNEXES (NON AUDITÉ)

Note 1. La Société et ses activités	57
Note 2. Base d'établissement	57
Note 3. Gestion du capital	61
Note 4. Liquidités et financement	61
Note 5. Secteurs opérationnels	62
Note 6. Créances sur prêts	65
Note 7. Dette à long terme	67
Note 8. Capital social	67
Note 9. Paiements fondés sur des actions	68
Note 10. Produits.....	69
Note 11. Coûts des activités génératrices de produits.....	70
Note 12. Frais de vente, généraux et administratifs	70
Note 13. Charges financières nettes	70
Note 14. Impôt sur le résultat	71
Note 15. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie	71
Note 16. Instruments financiers	72
Note 17. Éventualités	74
Note 18. Événement postérieur à la date de clôture.....	74

Bilans consolidés intermédiaires résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 3 juillet 2021	Au 27 juin 2020	Au 2 janvier 2021
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	1 939,9 \$	1 991,8 \$	1 327,2 \$
Placements à court terme	644,4	202,0	643,0
Créances clients et autres débiteurs	572,4	685,2	973,6
Créances sur prêts (note 6)	5 106,3	5 102,1	5 031,8
Stocks de marchandises	2 568,3	2 114,3	2 312,9
Impôt sur le résultat à recouvrer	39,3	63,6	21,9
Charges payées d'avance et dépôts	208,6	155,0	193,8
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	6,8	17,5	42,6
Total des actifs courants	11 086,0	10 331,5	10 546,8
Créances à long terme et autres actifs	707,0	754,2	631,9
Placements à long terme	176,8	154,8	146,2
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 347,3	2 337,0	2 372,8
Immeubles de placement	389,1	391,1	385,8
Immobilisations corporelles	4 344,0	4 273,1	4 298,2
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 845,3	1 521,8	1 696,7
Impôt différé	248,2	287,5	298,7
Total de l'actif	21 143,7 \$	20 051,0 \$	20 377,1 \$
PASSIF			
Dépôts	2 055,9	827,4	1 228,0
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 413,1	2 142,8	2 508,3
Provisions	180,7	219,2	196,7
Emprunts à court terme	87,1	388,9	165,4
Emprunts	566,3	612,3	506,6
Tranche courante des obligations locatives	362,2	344,8	329,9
Impôt à payer	12,0	76,9	120,4
Tranche courante de la dette à long terme (note 7)	150,4	900,4	150,5
Total des passifs courants	5 827,7	5 512,7	5 205,8
Provisions à long terme	63,4	72,3	70,3
Dette à long terme (note 7)	4 116,3	4 336,4	4 115,7
Dépôts à long terme	2 105,2	2 227,8	2 281,7
Obligations locatives à long terme	2 000,2	1 747,1	1 896,6
Impôt différé	118,9	121,0	122,0
Autres passifs à long terme	847,6	775,4	850,3
Total du passif	15 079,3	14 792,7	14 542,4
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 8)	604,1	590,1	597,0
Surplus d'apport	2,9	2,9	2,9
Cumul des autres éléments de perte globale	(252,2)	(164,3)	(237,7)
Bénéfices non distribués	4 363,8	3 508,9	4 136,9
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	4 718,6	3 937,6	4 499,1
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	1 345,8	1 320,7	1 335,6
Total des capitaux propres	6 064,4	5 258,3	5 834,7
Total du passif et des capitaux propres	21 143,7 \$	20 051,0 \$	20 377,1 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020
Produits (note 10)	3 918,5 \$	3 161,8 \$	7 241,4 \$	6 010,1 \$
Coûts des activités génératrices de produits (note 11)	2 573,5	2 221,1	4 710,0	4 130,2
Marge brute	1 345,0	940,7	2 531,4	1 879,9
Autres (produits) charges	(9,2)	32,8	(26,0)	24,2
Frais de vente, généraux et administratifs (note 12)	940,5	830,2	1 831,9	1 706,9
Charges financières nettes (note 13)	56,2	69,4	113,5	137,6
Bénéfice avant impôt	357,5	8,3	612,0	11,2
Charge (économie) d'impôt	98,4	6,0	166,5	(3,3)
Bénéfice net	259,1 \$	2,3 \$	445,5 \$	14,5 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	223,6 \$	(20,0) \$	375,4 \$	(33,3) \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	35,5	22,3	70,1	47,8
	259,1 \$	2,3 \$	445,5 \$	14,5 \$
Bénéfice (perte) par action de base	3,68 \$	(0,33) \$	6,17 \$	(0,55) \$
Bénéfice (perte) par action dilué	3,64 \$	(0,33) \$	6,11 \$	(0,55) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :				
De base	60 807 850	60 808 137	60 807 850	60 989 252
Dilué	61 439 643	60 808 137	61 422 647	60 989 252

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020
Bénéfice net	259,1 \$	2,3 \$	445,5 \$	14,5 \$
Autres éléments de (perte globale), déduction faite de l'impôt				
Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :				
(Pertes nettes) profits nets liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	(15,4)	(4,4)	5,2	(31,7)
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	7,4	(21,9)	3,0	(7,5)
Reclassement de la perte en résultat	6,7	—	9,1	0,5
Écart de change	(26,1)	22,7	(36,0)	(51,7)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :				
(Pertes nettes) profits nets liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	(33,9)	(24,7)	(48,8)	80,2
Autres éléments de (perte globale)	(61,3) \$	(28,3) \$	(67,5) \$	(10,2) \$
Autres éléments de (perte globale) bénéfice global attribuables aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	(61,1) \$	(23,1) \$	(71,0) \$	(2,5) \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(5,2)	3,5	(7,7)
	(61,3) \$	(28,3) \$	(67,5) \$	(10,2) \$
Bénéfice global (perte globale)	197,8 \$	(26,0) \$	378,0 \$	4,3 \$
Bénéfice global (perte globale) attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	162,5 \$	(43,1) \$	304,4 \$	(35,8) \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	35,3	17,1	73,6	40,1
	197,8 \$	(26,0) \$	378,0 \$	4,3 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	259,1 \$	2,3 \$	445,5 \$	14,5 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et d'actifs au titre de droits d'utilisation (notes 11 et 12)	144,8	145,4	287,3	290,7
Perte de valeur des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations incorporelles	—	27,9	—	27,9
Charge (économie) d'impôt	98,4	6,0	166,5	(3,3)
Charges financières nettes (note 13)	56,2	69,4	113,5	137,6
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 12)	30,0	31,6	58,6	57,9
(Profit) perte à la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement, d'actifs détenus en vue de la vente et d'actifs au titre de droits d'utilisation	(7,0)	2,1	(13,7)	(8,8)
Total, à l'exception des éléments suivants :	581,5	284,7	1 057,7	516,5
Intérêts versés	(58,4)	(66,3)	(121,6)	(144,6)
Intérêts reçus	3,1	4,3	6,3	8,4
Impôt sur le résultat payé	(67,1)	18,9	(250,9)	(5,5)
Variation des créances sur prêts	(262,9)	367,1	(113,2)	742,7
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	805,5	730,4	54,3	74,5
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	1 001,7	1 339,1	632,6	1 192,0
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(131,6)	(49,4)	(212,1)	(134,2)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(32,3)	(9,4)	(63,6)	(47,8)
Total des entrées	(163,9)	(58,8)	(275,7)	(182,0)
Acquisition de placements à court terme	(257,8)	(83,0)	(490,1)	(160,0)
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	278,5	85,7	523,8	190,1
Produit de la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placements et d'actifs détenus en vue de la vente	20,2	0,8	56,9	1,6
Paiements de loyers au titre de contrats de sous-location sous forme de contrats de location-financement (sur le capital)	4,3	4,1	7,9	8,4
Acquisition de placements à long terme et autres	(31,0)	(38,8)	(61,4)	(47,2)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(149,7)	(90,0)	(238,6)	(189,1)
Activités de financement				
Dividendes versés	(67,7)	(65,7)	(135,4)	(132,0)
Distributions payées à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(22,0)	(13,8)	(71,0)	(41,3)
Total des dividendes et des distributions payés	(89,7)	(79,5)	(206,4)	(173,3)
Remboursement net de titres d'emprunt à court terme	(528,3)	(765,6)	(78,3)	(61,1)
Émission de titres d'emprunt	113,1	79,5	225,3	151,1
Remboursement de titres d'emprunt	(86,7)	(97,1)	(165,6)	(160,2)
Émission de titres d'emprunt à long terme	—	700,0	150,0	718,6
Remboursement sur la dette à long terme	(0,2)	(0,1)	(150,2)	(0,6)
Paiement d'obligations locatives (sur le capital)	(89,9)	(86,2)	(174,5)	(170,1)
Paiement des coûts de transaction liés à la dette à long terme	—	(0,3)	(1,0)	(0,3)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	(3,5)	(3,8)	(7,5)	(104,2)
Paiements liés aux instruments financiers	(16,0)	(14,2)	(22,2)	(14,8)
Variation des dépôts	289,2	566,6	649,1	608,7
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(412,0)	299,3	218,7	793,8
Flux de trésorerie générés au cours de la période	440,0	1 548,4	612,7	1 796,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	1 499,9	443,4	1 327,2	195,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	1 939,9 \$	1 991,8 \$	1 939,9 \$	1 991,8 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)					Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)				
Solde au 2 janvier 2021	597,0	2,9	(123,1)	(114,6)	(237,7)	4 136,9	4 499,1	1 335,6	5 834,7
Bénéfice net	—	—	—	—	—	375,4	375,4	70,1	445,5
Autres éléments de bénéfice global (perte globale)	—	—	(35,0)	(36,0)	(71,0)	—	(71,0)	3,5	(67,5)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	—	(35,0)	(36,0)	(71,0)	375,4	304,4	73,6	378,0
Transferts des pertes liées aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	56,5	—	56,5	—	56,5	—	56,5
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	7,5	—	—	—	—	—	7,5	—	7,5
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(7,5)	—	—	—	—	—	(7,5)	—	(7,5)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	7,1	—	—	—	—	(7,1)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(141,4)	(141,4)	—	(141,4)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	7,6	7,6
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(71,0)	(71,0)
Total des apports et des distributions	7,1	—	56,5	—	56,5	(148,5)	(84,9)	(63,4)	(148,3)
Solde au 3 juillet 2021	604,1	2,9	(101,6)	(150,6)	(252,2)	4 363,8	4 718,6	1 345,8	6 064,4

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)					Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)				
Solde au 28 décembre 2019	588,0	2,9	(28,3)	(101,6)	(129,9)	3 729,6	4 190,6	1 314,1	5 504,7
(Perte nette) bénéfice net	—	—	—	—	—	(33,3)	(33,3)	47,8	14,5
Autres éléments de bénéfice global (perte globale)	—	—	49,2	(51,7)	(2,5)	—	(2,5)	(7,7)	(10,2)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	—	49,2	(51,7)	(2,5)	(33,3)	(35,8)	40,1	4,3
Transferts des (profits) liés aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	(31,9)	—	(31,9)	—	(31,9)	—	(31,9)
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	6,9	—	—	—	—	—	6,9	—	6,9
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(103,4)	—	—	—	—	—	(103,4)	—	(103,4)
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au programme de rachat d'actions automatique (note 8)	3,0	—	—	—	—	46,1	49,1	—	49,1
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	95,6	—	—	—	—	(95,6)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(137,9)	(137,9)	—	(137,9)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	7,9	7,9
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(41,4)	(41,4)
Total des apports et des distributions	2,1	—	(31,9)	—	(31,9)	(187,4)	(217,2)	(33,5)	(250,7)
Solde au 27 juin 2020	590,1	2,9	(11,0)	(153,3)	(164,3)	3 508,9	3 937,6	1 320,7	5 258,3

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. La Société et ses activités

La Société Canadian Tire Limitée est une société ouverte canadienne principalement présente au Canada. Son siège social est situé au 2180, rue Yonge, Toronto (Ontario) M4P 2V8, Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CTC, CTC.A). Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, La Société Canadian Tire Limitée et les entités qu'elle contrôle sont collectivement appelées la « Société » ou la « Société Canadian Tire ».

La Société est constituée de trois principaux secteurs d'activités commerciales, qui offrent un grand éventail de produits et de services de détail, y compris des articles d'usage courant, des vêtements, des articles de sport, de l'essence, des Services Financiers, dont une banque, et des activités immobilières. La note 5 donne le détail des trois secteurs opérationnels à présenter de la Société.

Le bénéfice net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021 (et les résultats comparatifs pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 27 juin 2020) ont été préparés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et, par conséquent, ne contiennent pas toutes les informations à fournir exigées par les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société, et ils ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 3 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société.

La publication des présents états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 11 août 2021.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants, qui ont été évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les instruments financiers dérivés;
- les passifs au titre des régimes de paiements fondés sur des actions;
- la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

De plus, l'obligation au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée à sa valeur actualisée.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale étrangère de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments de chaque filiale étrangère inclus dans les états financiers intermédiaires sont évalués selon cette monnaie fonctionnelle. Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, et les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les profits et les pertes de change sont comptabilisés à titre de composante des capitaux propres. Au moment de la cession d'un établissement à l'étranger, ou de la perte du contrôle, la composante du cumul des autres éléments du résultat global liée à l'établissement à l'étranger est reclassée en résultat net.

Jugements et estimations

La préparation de ces états financiers intermédiaires en vertu d'IAS 34 exige que la direction formule des jugements et procède à des estimations qui influent sur les éléments suivants :

- l'application des méthodes comptables;
- les montants présentés de l'actif et du passif;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels;
- les montants des produits et des charges comptabilisés pendant la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels peuvent différer des estimations présentées dans les états financiers intermédiaires.

Des jugements sont formulés lors de la sélection et de l'évaluation des méthodes comptables de la Société. Les estimations servent principalement à déterminer l'évaluation des transactions et des soldes comptabilisés. Les estimations se fondent sur l'expérience antérieure et sur d'autres facteurs, y compris les attentes relatives aux événements futurs qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les jugements et les estimations sont souvent interreliés. Les jugements et les estimations de la Société sont réévalués de façon continue afin de déterminer s'ils demeurent pertinents. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et au cours des périodes ultérieures touchées par la révision.

Comme il est indiqué à la note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société, la pandémie de coronavirus (« COVID-19 ») continue de susciter une incertitude accrue en ce qui a trait aux estimations et aux hypothèses comptables, et accroît la nécessité d'exercer des jugements lors de l'évaluation du contexte économique et de son incidence sur les estimations importantes.

Il existe une incertitude importante quant à la portée et à la durée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les activités de la Société. La portée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les jugements et les estimations décrits à la note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société dépendra des développements futurs, qui sont grandement incertains et ne peuvent être anticipés. La COVID-19 continue d'avoir une incidence sur les hypothèses relatives à l'analyse de la dépréciation des immeubles de placement, des actifs au titre de droits d'utilisation, des immobilisations corporelles, du goodwill et des immobilisations incorporelles de la Société, de même que sur les données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur de l'instrument financier rachetable et l'information utilisée pour estimer les corrections de valeur pour créances sur prêts à l'égard des créances sur cartes de crédit. Les changements apportés aux hypothèses et aux données d'entrée au cours du trimestre n'ont pas eu d'incidence sur les présents états financiers intermédiaires, sauf en ce qui concerne les corrections de valeur à l'égard des créances sur cartes de crédit, comme il est expliqué à la note 6.

La direction continuera de surveiller et d'évaluer l'incidence de la pandémie sur ses jugements, ses estimations, ses méthodes comptables et les montants comptabilisés dans les états financiers intermédiaires, y compris, sans s'y limiter, la dépréciation des actifs financiers et non financiers, la juste valeur des instruments financiers rachetables et les créances sur prêts.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers intermédiaires pourrait être importante de l'avis de la Société.

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Société a adopté la *Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)*, qui a été publiée en août 2020. Ces modifications ont trait aux questions soulevées lors de la mise en œuvre de la réforme des taux d'intérêt de référence (notamment les taux interbancaires offerts [« TIO »]), dans le cas où les TIO seraient remplacés par des taux de référence alternatifs.

En ce qui concerne les instruments financiers comptabilisés au coût amorti, les modifications prévoient une mesure de simplification, de sorte qu'advenant une variation des flux de trésorerie contractuels comme conséquence directe de la réforme des TIO qui soit équivalente sur le plan économique, la variation sera comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif, sans qu'aucun profit immédiat ou perte immédiate soit constaté. Au 3 juillet 2021, à l'exception des placements à court et à long terme d'un montant de 241,6 millions de dollars qui précisent la durée du taux offert en dollars canadiens (« CDOR ») sur trois mois, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers non dérivés de la Société aux TIO visés par la réforme n'était pas importante.

Les modifications prévoient également une mesure d'allègement temporaire qui permet aux relations de couverture de se poursuivre au moment du remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant par un taux d'intérêt de référence alternatif dans certaines conditions admissibles, y compris la modification de la désignation de couverture et de la documentation pour refléter le nouveau taux, et permettent de nouvelles relations de couverture qui entrent dans le champ d'application des modifications de la phase 2.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt relatif aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. La Société conclut également des instruments financiers dérivés de type swaptions qui procurent l'option de conclure un swap de taux d'intérêt dans le cadre de la stratégie de la Société visant à gérer son exposition au risque de taux d'intérêt quant aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. Lorsque la comptabilité de couverture peut s'appliquer, la Société comptabilise ces dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Dans le cadre de la réforme des TIO, le taux CDOR pourrait être abandonné, faire l'objet de changements de méthodologie ou devenir indisponible. Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au taux CDOR.

Au cours du premier trimestre, la Société a adhéré à l'International Swaps and Derivatives Association Fallbacks Protocol (« protocole de l'ISDA »). Le protocole de l'ISDA prévoit des clauses de substitution spécifiques selon que le TIO pertinent a été abandonné de façon permanente ou qu'il est temporairement indisponible. Ce protocole fournit un mécanisme de modification efficace permettant aux contreparties qui y adhèrent mutuellement d'intégrer ces clauses de substitution dans les anciens contrats dérivés.

La direction surveille de près les relations de couverture concernées par les changements possibles au taux CDOR et son remplacement potentiel par un nouveau taux de référence. Avec prise d'effet le 17 mai 2021, Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited, l'administrateur du taux CDOR, a cessé la publication des taux CDOR à six mois et à 12 mois. Les taux CDOR à un mois, à deux mois et à trois mois continueront néanmoins d'être publiés. En date des présents états financiers intermédiaires, les instruments de couverture de la Société ne précisent pas les taux CDOR à six mois et à 12 mois. Les mesures de simplification prévues au titre de ces modifications seront appliquées pour l'exercice 2021 et par la suite, lorsque la réforme des TIO commencera à avoir une incidence sur les dispositions relatives à la comptabilité de couverture.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice se clôturant le 1^{er} janvier 2022 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17 afin de répondre à des préoccupations et à des enjeux liés à la mise en œuvre cernés après la publication d'IFRS 17 en 2017. Ces modifications comprenaient également le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

Amélioration des informations à fournir sur les méthodes comptables et clarification de la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables (modifications à IAS 1 et à IAS 8)

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à portée limitée à IAS 1, *Présentation des états financiers* (« IAS 1 »), à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 à l'égard des jugements concernant l'importance relative (IFRS Practice Statement 2 Making Materiality Judgements) et à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* (« IAS 8 »).

Les modifications à IAS 1 exigent des sociétés qu'elles présentent toutes leurs méthodes comptables importantes, plutôt que leurs principales méthodes comptables. Les modifications apportées à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 fournissent des directives sur la façon d'appliquer le concept d'importance relative aux informations à fournir sur les méthodes comptables.

Les modifications à IAS 8 clarifient la façon dont les sociétés devraient faire la distinction entre les changements de méthodes comptables et les changements d'estimations comptables. Cette distinction est importante parce que les changements d'estimations comptables sont appliqués de façon prospective uniquement aux transactions futures et aux autres événements futurs, mais les changements de méthodes comptables sont généralement appliqués de façon rétrospective aux transactions passées et aux autres événements passés.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique (modifications à IAS 12)

En mai 2021, l'IASB a publié des modifications ciblées à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, afin de préciser la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur des transactions telles que les contrats de location et les obligations de démantèlement. Dans certaines circonstances, les sociétés sont exemptées de l'impôt différé lorsqu'elles comptabilisent des actifs ou des passifs pour la première fois. Auparavant, il y avait une certaine incertitude quant à savoir si l'exemption s'appliquait aux transactions comme les contrats de location et les obligations de démantèlement, pour lesquelles les sociétés comptabilisent à la fois un actif et un passif. Les modifications précisent que l'exemption ne s'applique pas et que les sociétés sont tenues de comptabiliser l'impôt différé sur ces transactions. Les modifications visent à réduire la diversité dans la présentation de l'impôt différé au titre des contrats de location et des obligations de démantèlement. Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence potentielle de la modification.

3. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans stratégiques et opérationnels;
- le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses mesures du crédit afin de simuler les méthodes employées par les agences de notation de crédit et d'autres intervenants du marché, sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces mesures en fonction de la fourchette cible pour la notation.

Dans le contexte actuel sur les plans de l'économie, de l'exploitation et des marchés boursiers, on continue d'observer une importance accrue accordée aux liquidités et à la gestion du capital. La direction veille à s'assurer d'avoir des liquidités suffisantes, tant par le maintien d'un bilan solide que par l'accès au capital.

Au 3 juillet 2021 et au 2 janvier 2021, la Société était conforme à toutes les clauses restrictives financières établies en vertu de ses conventions de crédit. En vertu de ces clauses restrictives, la Société dispose d'une souplesse suffisante pour soutenir la croissance des activités.

Helly Hansen est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de ses conventions de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de ces conventions au 3 juillet 2021.

CT Real Estate Investment Trust (la Fiducie de placement immobilier CT, « CT REIT ») est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de la déclaration de fiducie, de l'acte de fiducie et de la convention de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de celles-ci au 3 juillet 2021.

En outre, la Société est tenue de se conformer aux exigences réglementaires en matière de capital se rapportant aux activités de la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque »), sa banque à charte fédérale, à d'autres exigences réglementaires qui ont une incidence sur ses activités commerciales et à certaines clauses restrictives établies en vertu de sa convention de crédit bancaire. Au 3 juillet 2021, la BCT respectait toutes les lignes directrices concernant le capital réglementaire établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF ») et toutes les clauses restrictives financières aux termes de sa convention de crédit bancaire.

4. Liquidités et financement

Au 3 juillet 2021, la Société (excluant Helly Hansen) n'avait prélevé aucun montant sur ses marges bancaires engagées et n'avait aucun papier commercial libellé en dollars américains en cours. Helly Hansen avait des emprunts impayés équivalant à un total de 37,1 millions de dollars canadiens en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée (115 millions de couronnes norvégiennes [« NOK »]) et de sa facilité d'affacturage (143,4 millions NOK). CT REIT n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée.

Au 3 juillet 2021, Glacier Credit Card Trust (« GCCT ») avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 50,0 millions de dollars. La BCT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée.

5. Secteurs opérationnels

La Société possède trois secteurs opérationnels à présenter : les secteurs Détail, Services Financiers et CT REIT. Les secteurs opérationnels à présenter sont des unités commerciales stratégiques qui offrent différents produits et services. Ils sont gérés séparément en raison de leur nature distincte. Les activités de chacun des secteurs à présenter de la Société sont détaillées comme suit :

- Les activités de détail sont menées sous de nombreuses enseignes, notamment Canadian Tire, les postes d'essence Canadian Tire (la « Division pétrolière »), Mark's, PartSource, Helly Hansen, Party City¹ et diverses enseignes SportChek. Les activités de détail comprennent également le programme de prêts aux marchands (la partie [le silo] de Franchise Trust qui octroie des prêts à certains marchands). Les activités liées à l'immobilier ne concernant pas CT REIT sont incluses dans le secteur Détail.
- Les Services Financiers émettent les cartes de crédit de la marque Triangle de Canadian Tire, soit les cartes de crédit Mastercard Triangle, World Mastercard Triangle et World Elite Mastercard Triangle. Les Services Financiers offrent également les produits Mastercard Avantage Remise et Mastercard Avantage Essence, des produits d'assurance et de garantie, et fournissent des services de règlement aux entreprises liées de la Société. Les Services Financiers comprennent la BCT, une banque de l'annexe I réglementée en vertu des lois fédérales, qui gère et finance les portefeuilles de cartes Mastercard et de cartes personnelles des clients de la Société, de même qu'un ensemble existant de prêts au titre de marges de crédit de marque Canadian Tire. La BCT offre également des dépôts dans des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé, des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI ») et des dépôts de certificats de placement garanti (« CPG ») auprès de courtiers, directement et par l'entremise de courtiers indépendants. Les Services Financiers comprennent GCCT, une entité structurée établie dans le but d'acheter des participations en copropriété dans les créances sur cartes de crédit de la Société. GCCT émet des titres d'emprunt au profit d'investisseurs indépendants pour financer ses acquisitions.
- CT REIT est un fonds de placement immobilier à capital fixe non constitué en personne morale. CT REIT détient un portefeuille d'immeubles répartis géographiquement principalement constitué de magasins sous l'enseigne Canadian Tire, d'immeubles de commerce de détail dont Canadian Tire est le locataire clé, d'un immeuble commercial à usage mixte et d'immeubles industriels.

Le rendement est évalué selon le résultat avant impôt du secteur, tel qu'il figure dans les rapports internes de la direction. La direction a déterminé que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs et pour affecter les ressources. Les tableaux suivants détaillent les informations concernant les résultats de chaque secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 3 juillet 2021					le 27 juin 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	3 622,4	\$ 285,0	\$ 13,0	\$ (1,9)	\$ 3 918,5	\$ 2 849,2	\$ 301,5	\$ 13,3	\$ (2,2)	\$ 3 161,8
Produits intersociétés	0,8	11,1	116,6	(128,5)	—	0,6	8,4	112,2	(121,2)	—
Total des produits	3 623,2	296,1	129,6	(130,4)	3 918,5	2 849,8	309,9	125,5	(123,4)	3 161,8
Coût des activités génératrices de produits	2 506,5	83,0	—	(16,0)	2 573,5	2 056,1	183,6	—	(18,6)	2 221,1
Marge brute	1 116,7	213,1	129,6	(114,4)	1 345,0	793,7	126,3	125,5	(104,8)	940,7
Autres (produits) charges	(47,6)	4,3	—	34,1	(9,2)	1,1	0,5	—	31,2	32,8
Frais de vente, généraux et administratifs	908,3	84,0	31,1	(82,9)	940,5	800,1	75,2	31,7	(76,8)	830,2
Charges financières nettes (produits financiers nets)	47,4	(0,5)	26,4	(17,1)	56,2	58,7	(0,4)	26,9	(15,8)	69,4
(Profit) perte lié à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	—	(106,5)	106,5	—	—	—	4,9	(4,9)	—
Bénéfice (perte) avant impôt	208,6	\$ 125,3	\$ 178,6	\$ (155,0)	\$ 357,5	\$ (66,2)	\$ 51,0	\$ 62,0	\$ (38,5)	\$ 8,3
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	217,2	\$ 3,1	\$ —	\$ (45,5)	\$ 174,8	\$ 216,4	\$ 3,7	\$ —	\$ (43,1)	\$ 177,0
Produits d'intérêts	19,5	242,0	—	(16,1)	245,4	22,3	261,9	—	(16,6)	267,6
Charges d'intérêts	65,1	39,0	26,4	(48,1)	82,4	77,4	37,7	26,9	(49,8)	92,2

1. « Party City » désigne l'entreprise d'articles de fête qui exerce ses activités sous le nom et les marques de commerce Party City au Canada.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 26 semaines closes									
	le 3 juillet 2021					le 27 juin 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	6 644,4	\$ 573,9	\$ 26,7	\$ (3,6)	\$ 7 241,4	\$ 5 351,8	\$ 636,0	\$ 27,2	\$ (4,9)	\$ 6 010,1
Produits intersociétés	1,6	19,4	232,8	(253,8)	—	1,2	15,8	225,1	(242,1)	—
Total des produits	6 646,0	593,3	259,5	(257,4)	7 241,4	5 353,0	651,8	252,3	(247,0)	6 010,1
Coût des activités génératrices de produits	4 569,0	172,6	—	(31,6)	4 710,0	3 786,0	380,3	—	(36,1)	4 130,2
Marge brute	2 077,0	420,7	259,5	(225,8)	2 531,4	1 567,0	271,5	252,3	(210,9)	1 879,9
Autres (produits) charges	(96,2)	4,0	—	66,2	(26,0)	(34,5)	0,6	—	58,1	24,2
Frais de vente, généraux et administratifs	1 765,6	166,0	64,1	(163,8)	1 831,9	1 648,8	150,2	63,6	(155,7)	1 706,9
Charges financières nettes (produits financiers nets)	96,5	(1,0)	53,0	(35,0)	113,5	118,5	(0,5)	54,4	(34,8)	137,6
(Profit) perte lié à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	—	(110,8)	110,8	—	—	—	29,1	(29,1)	—
Bénéfice (perte) avant impôt	311,1	\$ 251,7	\$ 253,2	\$ (204,0)	\$ 612,0	\$ (165,8)	\$ 121,2	\$ 105,2	\$ (49,4)	\$ 11,2
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	430,0	\$ 6,7	\$ —	\$ (90,8)	\$ 345,9	\$ 429,5	\$ 6,7	\$ —	\$ (87,6)	\$ 348,6
Produits d'intérêts	39,3	490,0	—	(32,2)	497,1	47,1	550,9	0,1	(34,8)	563,3
Charges d'intérêts	132,1	77,0	53,0	(97,0)	165,1	157,3	71,2	54,5	(102,4)	180,6

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le reclassement de certains produits et de certaines charges des Services Financiers dans les charges financières nettes (produits financiers nets);
- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations et les ajustements intersectoriels, incluant les loyers intersociétés, les frais de gestion immobilière, les frais de traitement des transactions par carte de crédit et la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable.

Bien qu'elle exerce principalement ses activités au Canada, la Société exerce également ses activités à l'étranger par l'entremise d'Helly Hansen. Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021, les produits gagnés à l'étranger par Helly Hansen se sont établis à 95,1 millions de dollars (27 juin 2020 – 64,7 millions) et à 222,4 millions (27 juin 2020 – 179,0 millions), respectivement. Les immobilisations corporelles et incorporelles (marque et goodwill) et les actifs au titre de droits d'utilisation situés à l'extérieur du Canada se chiffraient à 929,0 millions de dollars au 3 juillet 2021 (27 juin 2020 – 917,3 millions).

Les tableaux suivants détaillent les dépenses d'investissement par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 3 juillet 2021				le 27 juin 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Dépenses d'investissement ¹	156,7	\$ 3,3	\$ 24,6	\$ 184,6	\$ 64,1	\$ 0,7	\$ 6,6	\$ 71,4

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 26 semaines closes							
	le 3 juillet 2021				le 27 juin 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Dépenses d'investissement ¹	241,8	\$ 4,0	\$ 28,1	\$ 273,9	\$ 136,5	\$ 1,6	\$ 47,6	\$ 185,7

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

Les tableaux suivants détaillent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 3 juillet 2021				le 27 juin 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	232,0 \$	— \$	3,4 \$	235,4 \$	65,8 \$	— \$	— \$	65,8 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 26 semaines closes							
	le 3 juillet 2021				le 27 juin 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	300,4 \$	— \$	3,4 \$	303,8 \$	77,1 \$	1,8 \$	3,0 \$	81,9 \$

Le tableau suivant détaille le total de l'actif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 juillet 2021	Au 27 juin 2020	Au 2 janvier 2021
Détail	15 999,3 \$	15 174,9 \$	15 937,2 \$
Services Financiers	7 704,9	7 575,5	7 134,2
CT REIT	6 320,4	6 112,8	6 176,1
Éliminations et ajustements	(8 880,9)	(8 812,2)	(8 870,4)
Total de l'actif ¹	21 143,7 \$	20 051,0 \$	20 377,1 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Le tableau suivant détaille le total du passif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 juillet 2021	Au 27 juin 2020	Au 2 janvier 2021
Détail	9 393,5 \$	9 318,2 \$	9 534,6 \$
Services Financiers	6 699,0	6 578,2	6 120,5
CT REIT	2 768,6	2 755,6	2 800,3
Éliminations et ajustements	(3 781,8)	(3 859,3)	(3 913,0)
Total du passif ¹	15 079,3 \$	14 792,7 \$	14 542,4 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations intersectorielles.

6. Créances sur prêts

Le tableau suivant présente des renseignements quantitatifs sur le portefeuille de créances sur prêts de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	Capital total des créances ¹		
	Au 3 juillet 2021	Au 27 juin 2020	Au 2 janvier 2021
Créances sur cartes de crédit ²	5 037,4 \$	5 060,5 \$	4 983,8 \$
Prêts aux marchands ³	567,3	613,4	507,7
Total des créances sur prêts	5 604,7	5 673,9	5 491,5
Moins : tranche à long terme ⁴	498,4	571,8	459,7
Tranche courante des créances sur prêts	5 106,3 \$	5 102,1 \$	5 031,8 \$

1. Les montants sont présentés déduction faite des corrections de valeur des créances sur prêts.

2. Comprend les prêts au titre de marges de crédit.

3. Les prêts aux marchands sont principalement constitués de prêts émis par Franchise Trust.

4. La tranche à long terme des créances sur prêts est comprise dans les créances à long terme et autres actifs et inclut les prêts aux marchands d'un montant de 497,4 millions de dollars (27 juin 2020 – 570,6 millions; 2 janvier 2021 – 458,7 millions).

Les corrections de valeur à l'égard des créances sur prêts de la Société ont diminué de 52,3 millions de dollars par rapport au 2 janvier 2021. Cette diminution est principalement attribuable à la vigueur continue des mesures relatives au portefeuille, comme en témoigne le maintien de taux de paiement solides et de taux de défaillance favorables. Malgré l'amélioration du risque global, la direction continue d'évaluer la correction de valeur en prenant en considération le niveau élevé d'incertitude quant au comportement futur des détenteurs de cartes de crédit, qui pourrait être influencé par les restrictions gouvernementales et par la fin attendue des mesures d'allègement gouvernementales, entre autres indicateurs de la santé économique, en fonction du recours à une couche supplémentaire d'hypothèses économiques formulées par la direction. La continuité des corrections de valeur à l'égard des créances sur prêts de la Société se présente comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2021			Total
	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs dépréciés (phase 3)	
Solde au 2 janvier 2021	409,1 \$	161,3 \$	293,6 \$	864,0 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(2,5)	(10,0)	(161,0)	(173,5)
Recouvrements	—	—	46,8	46,8
Nouveaux prêts émis	6,9	—	—	6,9
Transferts				
à la phase 1	91,7	(37,7)	(54,0)	—
à la phase 2	(10,0)	15,4	(5,4)	—
à la phase 3	(11,6)	(20,5)	32,1	—
Réévaluations nettes	(56,2)	34,2	89,5	67,5
Solde au 3 juillet 2021	427,4 \$	142,7 \$	241,6 \$	811,7 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 28 décembre 2019	300,5 \$	192,1 \$	304,2 \$	796,8 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(3,7)	(20,1)	(216,2)	(240,0)
Recouvrements	—	—	40,8	40,8
Nouveaux prêts émis	4,5	—	—	4,5
Transferts				
à la phase 1	85,5	(62,0)	(23,5)	—
à la phase 2	(14,9)	18,1	(3,2)	—
à la phase 3	(20,7)	(43,4)	64,1	—
Réévaluations nettes	49,4	80,9	159,0	289,3
Solde au 27 juin 2020	400,6 \$	165,6 \$	325,2 \$	891,4 \$

Les créances sur cartes de crédit sont considérées comme étant dépréciées lorsqu'un paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours ou lorsqu'il existe un doute suffisant quant à la recouvrabilité du solde impayé. Aucune garantie n'est détenue à l'égard de créances sur cartes de crédit. La Banque continue de chercher à recouvrer les montants qui ont été radiés au cours de la période, à moins qu'elle n'ait plus le droit de recouvrement, que la créance ait été vendue à un tiers, ou que toutes les mesures raisonnables de recouvrement aient été épuisées.

Les tableaux suivants présentent l'information relative à l'exposition au risque de crédit des créances sur prêts.

(en millions de dollars canadiens)	3 juillet 2021			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 558,5 \$	57,5 \$	— \$	2 616,0 \$
Risque modéré	1 792,0	91,6	—	1 883,6
Risque élevé	693,9	128,9	526,7	1 349,5
Total de la valeur comptable brute	5 044,4	278,0	526,7	5 849,1
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	427,4	142,7	241,6	811,7
Valeur comptable nette	4 617,0 \$	135,3 \$	285,1 \$	5 037,4 \$

(en millions de dollars canadiens)	27 juin 2020			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 231,6 \$	55,6 \$	— \$	2 287,2 \$
Risque modéré	1 865,7	101,1	—	1 966,8
Risque élevé	799,9	213,4	684,6	1 697,9
Total de la valeur comptable brute	4 897,2	370,1	684,6	5 951,9
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	400,6	165,6	325,2	891,4
Valeur comptable nette	4 496,6 \$	204,5 \$	359,4 \$	5 060,5 \$

(en millions de dollars canadiens)	2 janvier 2021			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 364,6 \$	58,9 \$	— \$	2 423,5 \$
Risque modéré	1 799,3	108,4	—	1 907,7
Risque élevé	698,1	168,8	649,7	1 516,6
Total de la valeur comptable brute	4 862,0	336,1	649,7	5 847,8
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	409,1	161,3	293,6	864,0
Valeur comptable nette	4 452,9 \$	174,8 \$	356,1 \$	4 983,8 \$

Au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021, la trésorerie reçue découlant des intérêts sur les créances sur cartes de crédit s'est élevée à 226,0 millions de dollars (27 juin 2020 – 259,6 millions) et à 465,9 millions (27 juin 2020 – 529,8 millions), respectivement.

7. Dette à long terme

Le 6 janvier 2021, CT REIT a émis des débentures de premier rang non garanties de série G d'un montant de 150,0 millions de dollars. Les débentures sont assorties d'un taux d'intérêt nominal de 2,371 pour cent et arrivent à échéance le 6 janvier 2031.

Le 10 janvier 2021, CT REIT a remboursé la totalité du montant en capital en cours des débentures de premier rang non garanties de série C de 150,0 millions de dollars.

8. Capital social

Le capital social comprend les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 juillet 2021	Au 27 juin 2020	Au 2 janvier 2021
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (2020 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
57 383 758 actions de catégorie A sans droit de vote (27 juin 2020 – 57 383 758; 2 janvier 2021 – 57 383 758)	603,9	589,9	596,8
	604,1 \$	590,1 \$	597,0 \$

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. La Société ne détient aucune action ordinaire ou action de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale.

Au cours du premier semestre de 2021 et de l'exercice 2020, la Société a émis et racheté des actions de catégorie A sans droit de vote. Des actions de catégorie A sans droit de vote de la Société ont été rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de sa politique antidilutive. Au cours du premier trimestre de 2020, des actions de catégorie A sans droit de vote ont également été rachetées dans le cadre de l'intention de rachat d'actions de 2020 de la Société. Les rachats sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués.

Les transactions suivantes à l'égard des actions de catégorie A sans droit de vote ont été conclues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes				Pour les périodes de 26 semaines closes			
	le 3 juillet 2021		le 27 juin 2020		le 3 juillet 2021		le 27 juin 2020	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions en circulation au début	57 383 758	600,4 \$	57 383 758	586,7 \$	57 383 758	596,8 \$	58 096 958	587,8 \$
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et du régime d'options sur actions	17 488	3,6	30 732	3,5	41 845	7,5	55 703	6,9
Rachetées ¹	(17 488)	(3,6)	(30 732)	(3,8)	(41 845)	(7,5)	(768 903)	(103,4)
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au PRAA ²	—	—	—	—	—	—	—	3,0
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen	—	3,5	—	3,5	—	7,1	—	95,6
Actions en circulation à la fin	57 383 758	603,9 \$	57 383 758	589,9 \$	57 383 758	603,9 \$	57 383 758	589,9 \$

1. Les actions rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont retrouvé le statut d'actions autorisées et non émises. La Société comptabilise les actions rachetées à la date de transaction.

2. Programme de rachat d'actions automatique.

Au 3 juillet 2021, la Société avait des dividendes déclarés et payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires d'un montant de 71,4 millions de dollars (27 juin 2020 – 69,2 millions) au taux de 1,1750 \$ par action (27 juin 2020 – 1,1375 \$ par action).

Le 11 août 2021, le conseil d'administration de la Société a déclaré des dividendes à un taux de 1,175 \$ par action payables le 1^{er} décembre 2021 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 octobre 2021.

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 27 juin 2020, 237 342 et 169 100 options sur actions, respectivement, n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice par part dilué car elles avaient un effet antidilutif.

9. Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période de 26 semaines close le 3 juillet 2021, la Société a émis les droits à un paiement fondé sur des actions suivants :

Options sur actions

La Société a attribué 225 011 (27 juin 2020 – 1 021 688) options sur actions à certains employés. Les droits sur ces options sur actions sont généralement acquis graduellement sur une période de trois ans, et les options peuvent être exercées sur une période de sept ans, à des prix d'exercice de 173,14 \$ et de 207,09 \$ (27 juin 2020 – 80,49 \$).

10. Produits

Les tableaux suivants détaillent les produits par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 3 juillet 2021					le 27 juin 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajustements	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajustements	Total
Vente de biens	3 470,9	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 3 470,9	2 729,8	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 2 729,8
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	1,8	241,2	—	(0,8)	242,2	3,6	261,3	—	(1,3)	263,6
Redevances et droits de licence	13,8	—	—	—	13,8	7,2	—	—	—	7,2
Services rendus	5,2	43,8	—	(1,1)	47,9	4,8	40,2	—	(0,9)	44,1
Produits locatifs	130,7	—	13,0	—	143,7	103,8	—	13,3	—	117,1
	3 622,4	\$ 285,0	\$ 13,0	\$ (1,9)	\$ 3 918,5	2 849,2	\$ 301,5	\$ 13,3	\$ (2,2)	\$ 3 161,8

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 26 semaines closes									
	le 3 juillet 2021					le 27 juin 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajustements	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajustements	Total
Vente de biens	6 363,5	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 6 363,5	5 113,8	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 5 113,8
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	3,7	488,6	—	(1,6)	490,7	8,3	549,9	—	(3,1)	555,1
Redevances et droits de licence	25,4	—	—	—	25,4	18,9	—	—	—	18,9
Services rendus	8,9	85,3	—	(2,0)	92,2	8,9	86,1	—	(1,8)	93,2
Produits locatifs	242,9	—	26,7	—	269,6	201,9	—	27,2	—	229,1
	6 644,4	\$ 573,9	\$ 26,7	\$ (3,6)	\$ 7 241,4	5 351,8	\$ 636,0	\$ 27,2	\$ (4,9)	\$ 6 010,1

Le tableau suivant ventile les produits du secteur Détail.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020
	Canadian Tire	2 368,4	\$ 2 047,4	\$ 4 262,3
SportChek	453,4	306,7	850,1	676,8
Mark's	290,0	181,0	535,0	393,5
Helly Hansen ¹	100,6	68,9	236,9	190,4
Division pétrolière	400,8	239,2	744,0	629,2
Autres et éliminations intersectorielles ¹	9,2	6,0	16,1	9,1
	3 622,4	\$ 2 849,2	\$ 6 644,4	\$ 5 351,8

1. Les produits d'Helly Hansen représentent des produits externes seulement.

Principaux clients

La Société ne dépend pas d'un client en particulier.

11. Coûts des activités génératrices de produits

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020
Coût des ventes de stocks ¹	2 507,6 \$	2 056,8 \$	4 572,3 \$	3 781,7 \$
Perte de valeur nette relative aux créances sur prêts	28,6	132,7	67,6	284,5
Charges financières	23,0	18,8	45,1	34,8
Autres	14,3	12,8	25,0	29,2
	2 573,5 \$	2 221,1 \$	4 710,0 \$	4 130,2 \$

1. Le coût des ventes de stocks comprend l'amortissement pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021 de 4,1 millions de dollars (2020 – 3,2 millions) et de huit millions (2020 – 6,3 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021, en raison du fait que la valeur nette de réalisation est inférieure au coût, s'élevaient à 29,3 millions de dollars (2020 – 25,8 millions) et à 61,4 millions (2020 – 39,8 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours de périodes antérieures et reprises au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021 s'élevaient à 3,2 millions de dollars (2020 – 1,0 million) et à 5,1 millions (2020 – 2,9 millions), respectivement. Les réductions de valeur ont été reprises parce que les pertes réelles sont inférieures aux estimations.

Les réductions de valeur et les reprises sont incluses dans le coût des ventes de stocks.

12. Frais de vente, généraux et administratifs

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020
Charges liées au personnel	377,4 \$	307,5 \$	736,1 \$	671,9 \$
Occupation	115,4	104,3	231,3	216,9
Marketing et publicité	74,8	63,8	139,2	121,7
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement ¹	68,0	71,7	136,0	144,2
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	72,7	70,5	143,3	140,2
Amortissement des immobilisations incorporelles	30,0	31,6	58,6	57,9
Systèmes informatiques	61,5	50,8	116,3	101,7
Autres	140,7	130,0	271,1	252,4
	940,5 \$	830,2 \$	1 831,9 \$	1 706,9 \$

1. Se reporter à la note 11 pour l'amortissement compris dans les coûts des activités génératrices de produits.

13. Charges financières nettes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020
Produits financiers	(1,9) \$	(2,6) \$	(3,9) \$	(5,3) \$
Produits financiers sur les créances locatives ¹	(1,3)	(1,4)	(2,6)	(2,9)
Charges financières	36,7	48,6	73,9	95,4
Charges financières sur les obligations locatives	22,7	24,8	46,1	50,4
	56,2 \$	69,4 \$	113,5 \$	137,6 \$

1. Lié aux immeubles pour lesquels la Société est un bailleur intermédiaire en vertu d'un contrat de sous-location classé comme contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement aux termes d'IFRS 16.

14. Impôt sur le résultat

Les (économies) charges d'impôt comptabilisées dans les autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020	le 3 juillet 2021	le 27 juin 2020
(Pertes nettes) profits nets liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	(5,5) \$	(1,6) \$	1,9 \$	(11,4) \$
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	2,7	(7,9)	1,1	(2,7)
Reclassement de la perte en résultat	2,4	—	3,3	0,2
(Pertes nettes) profits nets liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	(9,4)	(8,9)	(14,7)	28,9
	(9,8) \$	(18,4) \$	(8,4) \$	15,0 \$

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement aux vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées à la note 16 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

15. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 juillet 2021	Au 27 juin 2020	Au 2 janvier 2021
Trésorerie	814,5 \$	680,6 \$	750,7 \$
Équivalents de trésorerie	1 106,5	1 288,8	540,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions ¹	18,9	22,4	36,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie²	1 939,9 \$	1 991,8 \$	1 327,2 \$

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à restrictions ont trait à GCCT et sont soumis à restrictions en vue du paiement de capital et d'intérêts aux porteurs de billets et d'autres frais de financement de 11,5 millions de dollars (27 juin 2020 – 16,5 millions; 2 janvier 2021 – 29,7 millions) ainsi que d'autres éléments liés à l'exploitation d'Helly Hansen de 7,3 millions (27 juin 2020 – 5,9 millions; 2 janvier 2021 – 6,6 millions).

2. Sont inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les montants détenus en réserve en vue de soutenir les liquidités et les exigences réglementaires des Services Financiers.

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'est élevé à 116,3 millions de dollars (27 juin 2020 – 110,5 millions) et à 224,0 millions (2019 – 219,6 millions), respectivement.

Engagements en capital

Au 3 juillet 2021, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 334,4 millions de dollars (27 juin 2020 – 188,2 millions).

16. Instruments financiers

16.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et de présentation d'informations à fournir selon les méthodes énumérées ci-dessous :

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créances sur prêts, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des titres d'emprunt à court terme et des emprunts de la Société se rapproche de leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La valeur comptable des créances à long terme et autres actifs se rapproche de leur juste valeur, parce que les taux d'intérêt utilisés pour évaluer la valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels du marché ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers reflète le risque de crédit de la Société et des contreparties, le cas échéant.

Placements dans les titres d'emprunt

La juste valeur des actifs financiers qui sont négociés sur des marchés actifs est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture ou au cours du courtier à la date de clôture. Pour les placements qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs, la Société détermine les justes valeurs à l'aide d'une combinaison de modèles fondés sur les flux de trésorerie actualisés, de la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et d'autres modèles d'évaluation.

Dérivés

La juste valeur d'un contrat de change à terme est évaluée en actualisant la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme en cours pour la durée à courir jusqu'à l'expiration du contrat en utilisant un taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État).

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaptions reflète les montants estimatifs que la Société devrait recevoir ou payer si elle mettait fin aux contrats à la date d'évaluation, et elle est déterminée par un fournisseur de service externe au moyen de techniques d'évaluation fondées sur des données observables sur le marché.

La juste valeur des dérivés sur actions est déterminée par référence aux fluctuations du cours des actions, ajusté pour tenir compte des intérêts, selon les taux d'intérêt du marché propres aux modalités des contrats dérivés sous-jacents.

Instrument financier rachetable

La juste valeur de l'instrument financier rachetable est calculée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés fondé sur les bénéfices attribuables aux activités des Services Financiers, ajustés pour tenir compte des bénéfices non distribués et de la quote-part de la Banque Scotia dans les activités des Services Financiers. Cette évaluation à la juste valeur récurrente est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Se reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 33 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société pour plus d'information sur cet instrument financier.

16.2 Juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés selon la hiérarchie des justes valeurs

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs afin de catégoriser les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions de dollars canadiens)		Au 3 juillet 2021		Au 27 juin 2020		Au 2 janvier 2021	
Catégorie	Niveau	Niveau		Niveau		Niveau	
Créances clients et autres débiteurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	96,1 \$	2	23,4 \$	2	69,8 \$
Créances clients et autres débiteurs	Instruments de couverture efficaces	2	4,0	2	55,4	2	0,2
Créances à long terme et autres actifs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	20,6	2	13,9	2	28,2
Créances à long terme et autres actifs	Instruments de couverture efficaces	2	54,1	2	22,2	2	14,4
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	25,9	2	21,6	2	25,6
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Instruments de couverture efficaces	2	89,0	2	22,4	2	93,7
Instrument financier rachetable	Juste valeur par le biais du résultat net	3	567,0	3	567,0	3	567,0
Autres passifs à long terme	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	3,1	2	1,1	2	2,2
Autres passifs à long terme	Instruments de couverture efficaces	2	4,2	2	1,3	2	8,2

1. Lié aux dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture.

Aucun transfert n'a été effectué entre les catégories au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 3 juillet 2021 et le 27 juin 2020.

16.3 Évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts

L'évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs décrite à la note 33.2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société. Le tableau suivant présente la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts de la Société par rapport à leur valeur comptable.

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 juillet 2021		Au 27 juin 2020		Au 2 janvier 2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements à court terme	644,4 \$	644,0 \$	202,0 \$	202,1 \$	643,0 \$	642,3 \$
Placements à long terme	176,8	176,3	154,8	154,9	146,2	146,1
Dette	4 266,7	4 514,3	5 236,8	5 439,6	4 266,2	4 593,3
Dépôts	4 161,1	4 207,5	3 055,2	3 139,2	3 509,7	3 613,3

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable (excluant les coûts de transaction, qui sont inclus dans la valeur comptable de la dette) est attribuable à la variation des taux d'intérêt du marché pour des instruments semblables. La juste valeur est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs connexes au moyen des taux d'intérêt actuels du marché pour des éléments présentant un risque semblable.

17. Éventualités

Questions juridiques

La Société est partie à des poursuites de nature judiciaire et réglementaire, et elle a déterminé que toute poursuite représente une question courante inhérente à ses activités et que la résolution ultime de ces poursuites n'aura pas d'incidence significative sur son bénéfice net consolidé, sur ses flux de trésorerie consolidés ni sur sa situation financière consolidée.

La Banque a interjeté appel des avis de cotisation relatifs aux taxes à la consommation pour les exercices allant de 2011 à 2017 devant la Cour canadienne de l'impôt. Le 29 juin 2021, la Cour de l'impôt a rendu une décision autorisant l'appel de la Banque, en se fondant sur le fait que les frais de service payés par la Banque aux réseaux de cartes de crédit constituent une contrepartie pour des services financiers exonérés aux termes d'un jugement convenu. La Banque s'attend à ce que l'Agence du revenu du Canada émette une nouvelle cotisation conforme au jugement rendu par la Cour de l'impôt dans les mois à venir, annulant ainsi les avis de cotisation relatifs aux taxes à la consommation. Aucune provision n'a été constituée en prévision des montants faisant l'objet des cotisations qui auraient été à payer, dans l'éventualité d'une décision défavorable.

18. Événement postérieur à la date de clôture

Le 28 juillet 2021, la Société a acquis une participation minoritaire dans Ashcroft Terminal Ltd., un terminal intérieur de transbordement et de stockage de 320 acres situé à un endroit stratégique, à l'intersection des réseaux ferroviaires de Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée et de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, en Colombie-Britannique. Le prix d'achat s'est établi à 40 millions de dollars.